



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous

Dossier

**Refondation
de l'école:
la continuité,
c'est maintenant!**

Pages 6 et 7

n°183 - 21 février 2013 - 1,20 €

www.npa2009.org



REGARDS

**Tunisie:
le gouvernement
dans l'impasse**

Entretien avec Abdesslem
Hidouri (LGO).
Page 2

PREMIER PLAN

**Industrie
agroalimentaire:
au bal masqué...**

Page 3

ACTU



**Collectivités
territoriales:
faire payer la crise
aux populations**

Page 4

ACTU DU NPA



**Interdire les
licenciements,
maintenant!**

Page 10

Accord national interprofessionnel

CET ANI EST NOTRE ENNEMI!

Non à la flexibilité, stop aux licenciements, ensemble contre le Medef et le gouvernement

Le 6 mars, le conseil des ministres enregistrera le projet de loi transposant l'Accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier entre le Medef et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC). Cet accord donne pleinement satisfaction aux exigences du patronat contre les salariéEs, dans la continuité du démantèlement du code du travail engagé par Sarkozy et la droite. Par la suite, ce projet sera soumis à l'approbation du Parlement probablement début avril.

Au nom de la course à la compétitivité, cet accord vise à baisser le coût du travail, c'est-à-dire les salaires, à accroître la flexibilité et à faciliter les licenciements. Il est possible d'imposer au patronat et au gouvernement de remballer leur mauvais coup, à condition de ne pas craindre l'affrontement.

Une campagne politique

Ce projet est bien celui du gouvernement. Hollande l'a voulu quand il a invité les syndicats et le patronat à «un compromis historique». Michel Sapin, le ministre du Travail, l'a mis en œuvre en orchestrant la négociation au nom du dialogue social, du «dépassement au bénéfice de tous»

SUITE PAGE 2



Agenda

21 février, réunion publique du NPA avec Christine Poupin, Bagnaux (92).

«Huit mois de pouvoir PS-Verts : quel bilan ? Quelles perspectives ?»
RV à 19 heures, salle Coudon, 18 rue Salvador-Allende à Bagnaux.

26 février, réunion Publique avec Olivier Besancenot, Paris 19°.

Rendez-vous à 19h au bar Culture Rapide, 63 rue de Belleville Paris 19° (Métro Belleville).

27 février, rassemblement pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Paris.

RV à 18h 30 place Saint-Michel, Paris 6° (esplanade de la fontaine Saint-Michel).

28 février, réunion publique du NPA Paris 12, «Pourquoi nous sommes contre l'intervention militaire au Mali».

RV à 19h 30 à l'Espace Liberté, 106 rue de Charenton, Paris 12°, métro Gare de Lyon ou Reuilly-Diderot.

28 février, café-débat «Que fait la France au Mali?», Paris 18°.

Avec Paul Martial. À 20h au café les Chiffons, 90 rue Marcadet, Paris 18°.

2 mars, marche anticoloniale et antiraciste, Paris.

Départ à 14 heures de Barbès.

15 mars, meeting avec Olivier Besancenot, Villeurbanne.

RV à 19h au Palais du travail, 9 place Lazare Goujon, 69100 Villeurbanne.

16 mars, Fête du NPA 75.

RV samedi 16 mars de 14h à 22h, Salle Olympe-de-Gouges, 15 rue Merlin 75011 Paris.

SUITE DE LA PAGE 1

des «divergences d'intérêts entre représentants des salariés et des employeurs» comme il est écrit dans l'exposé des motifs du projet de loi.

La gauche libérale poursuit en l'aggravant la politique de la droite et ses méthodes cyniques. Dépassement des divergences d'intérêts ! Le gouvernement se paye ouvertement la tête des salariéEs et des chômeurEs alors que, sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 8,8%, que les fermetures d'usine et les plans sociaux se multiplient, que la précarité se généralise.

Toujours plus de flexibilité

L'accord parle de «sécurisation de l'emploi» mais il ne vise qu'à imposer aux salariés des reculs sous couvert de maintien de l'emploi. La politique du chantage déjà développé par des patrons-voyous comme Continental acquerrait force de loi ! Un accord «gagnant-gagnant», disent le gouvernement, le Medef et la CFDT, un cynique enfumage !

Les salariéEs reçoivent quelques miettes en compensation de reculs majeurs. Ainsi, unE salariéE pourrait être licenciéE en cas de refus de voir sa rémunération baisser, à la seule condition qu'il gagne initialement plus de 1,2 smic. La baisse de salaire que pourrait imposer une entreprise n'est même pas limitée et elle pourrait s'accompagner d'une augmentation du temps de travail. Chaque salarié devra signer lui-même son acceptation sous peine de licenciement. Et les procédures de licenciement seront aussi simplifiées.

La «flexi-sécurité» est une tromperie qui n'a d'autre objectif que de faire accepter aux salariéEs un recul de leurs conditions de travail et de vie sacrifiées au nom de la rentabilité financière, des dividendes.

La démocratie n'est pas au Parlement mais dans la lutte!

Non content d'avoir réalisé cet accord, le gouvernement voudrait le graver dans le marbre de la loi... avec le plein soutien de la droite. Il faut empêcher

ANI : ENFIN UN ACCORD MAJORITAIRE

ON EST TOUS CONTRE !!!



cette nouvelle forfaiture. La CGT, FO, Solidaires et la FSU appellent à une journée d'action le 5 mars. Les formes de cette journée sont encore floues mais il faut en faire une journée de grève et de manifestations dans tout le pays. Elle doit être le rassemblement de touTEs les salariéEs en lutte, le rassemblement de touTEs les mécontentementEs, des colères et des révoltes, une démonstration de force. Pour agir dans ce sens, le NPA a signé un appel initié par l'association Copernic et Attac, «Un ANI qui nous veut du mal» qui regroupe associations, syndicats, partis politiques, personnalités qui s'opposent au projet de loi.

Nous voulons discuter dans nos syndicats, associations, avec les équipes militantes, sur nos lieux de travail des moyens de faire entendre nos exigences pour la garantie de l'emploi et un salaire décent.

Préparer le succès de la journée du 5, c'est préparer l'indispensable bras de fer avec le patronat et le gouvernement. C'est à l'ensemble des travailleurs de s'exprimer et de décider, avec leurs armes, la grève, les manifestations pour changer le cours des choses sans craindre de s'opposer à ce gouvernement qui n'est pas le leur.

Pour «développer l'emploi et lutter contre le chômage» comme ne le fera pas l'ANI, un gouvernement au service des travailleurs et de la population interdirait les licenciements, répartirait le travail entre toutes et tous, revaloriserait les salaires en remettant en cause les intérêts des patrons et des financiers, des riches. Il y a urgence à mettre un coup d'arrêt à une politique de régression sociale pour nous donner les moyens d'imposer une autre politique.

Yvan Lemaitre

regards

Propos recueillis le 17 février par Dominique Lerouge

Les propositions du Front populaire

Le Front exige un nouveau gouvernement, un gouvernement de crise. Dans ce but, le Front propose à toutes les forces politiques et sociales la tenue d'une Conférence nationale de sauvetage pour débattre d'un programme d'urgence, et décider de la mise sur pied d'un nouveau gouvernement chargé de le mettre en oeuvre.

Figurent parmi les mesures proposées par le Front :

Des mesures démocratiques :

- achever la rédaction de la Constitution,
- élaborer la loi électorale et celle sur la justice,
- fixer la date des prochaines élections,

Des mesures économiques et sociales :

- lutter contre la corruption,
- empêcher la liquidation des entreprises nationales et des richesses principales du pays,
- suspendre le remboursement de la dette,
- recouvrer les droits de l'Etat liés à l'évasion fiscale,
- instaurer une taxe exceptionnelle sur les grosses fortunes,
- exempter les petits et moyens agriculteurs du paiement de la dette,
- geler des prix pour protéger le pouvoir d'achat,
- activer le décret portant interdiction de la sous-traitance,
- instaurer une allocation chômage,
- augmenter le salaire minimum.

Des mesures de lutte contre les violences islamistes :

- enquêter sur toutes les agressions politiques, et notamment l'assassinat de Chokri Belaïd,
- dissoudre tous les appareils violents parallèles,
- empêcher dans les mosquées la propagande politique et l'incitation à la violence,
- annuler toutes les nominations administratives et politiques sur une base partisane.

Version intégrale disponible sur www.europe-solidaire.org/spip.php?article27848

Tunisie : le gouvernement d'Ennahda dans l'impasse

Entretien avec Abdesslem Hidouri. Enseignant dans la région de Sidi Bouzid, Abdesslem est membre du Bureau politique de la Ligue de la gauche ouvrière, une des composantes du Front populaire.

Où en est la coalition au pouvoir ?

Elle traverse une crise profonde. Suite au choc provoqué par l'assassinat de Chokri Belaïd, le Premier ministre islamiste a proposé, contre l'avis officiel de son parti, de constituer un «gouvernement de technocrates». Il espère ainsi redonner une légitimité à la majorité politique issue des élections d'octobre 2011.

Ce qui unit les différents clans d'Ennahda, c'est la volonté de rester durablement au pouvoir. Dans ce cadre, il a recruté 1 200 de ses partisans dans l'administration.

Comment ont réagi les différentes forces politiques ?

La plupart des partis de droite et du centre ont accepté la proposition du Premier ministre. Tous ces partis se situent dans le cadre politique, économique et social fixé par les pays occidentaux. Le Front populaire, par contre, a refusé cette proposition. Il considère que cette initiative, prise unilatéralement par le Premier ministre, a pour seule fonction de le remettre en selle. Pour le Front, un gouvernement de crise est nécessaire sur la base d'un programme d'urgence à débattre préalablement entre toutes les forces politiques et sociales (voir ci-contre).

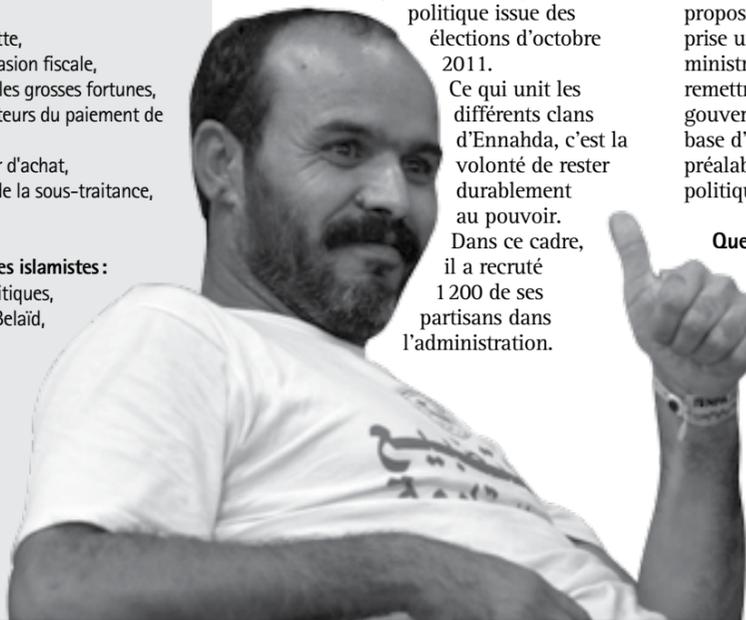
Quelle a été la position des associations et des organisations professionnelles ?

Elles n'étaient pas destinataires des propositions de participation gouvernementale. En ce qui les concerne, l'UGTT, la Ligue tunisienne des droits de l'homme et l'Ordre des avocats ont donné un «accord de principe» à la proposition de remaniement ministériel du Premier ministre, mais à condition qu'il réponde à une série de critères difficilement acceptables pour celui-ci : un nombre réduit de ministres, la fin des recrutements

partisans dans les administrations, la dissolution des organisations violentes, la neutralité des mosquées, la lutte contre la corruption, etc. Elles ont simultanément demandé la relance de l'initiative de dialogue national lancée par l'UGTT, à laquelle seuls Ennahdha et le CPR avaient refusé de participer le 16 octobre dernier.

Quel est l'horizon de cette crise ?

Alors que les mots d'ordre de la révolution de 2011 étaient «travail-liberté-dignité», la population est aujourd'hui victime d'un gouvernement antidémocratique et antisocial, ce qui explique la continuation des mobilisations, notamment dans les régions de l'intérieur. Après l'assassinat de Chokri Belaïd, deux grandes options se dégagent :
- le renforcement de la mainmise d'Ennahdha sur le pouvoir, accompagné du développement de la violence et des assassinats politiques,
- la mise en place d'une coalition entre Ennahdha et des partis libéraux de droite et du centre, en conformité avec le souhait des puissances occidentales. Dans les deux cas, le renforcement des forces de gauche est plus que jamais d'actualité pour imposer, dans les luttes et dans les urnes, une alternative conforme aux intérêts des opprimés. La révolution est toujours en marche.



Abdesslem Hidouri. PHOTO THÉOQUE ROUGE/JMB

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

Au bal masqué...

Europe libérale égale cheval étiqueté bœuf, désinfection des carcasses à l'acide lactique, reprise de l'alimentation des animaux par des farines animales, égale consommateur en danger...

Depuis quelques jours on ne parle que de ça : le scandale de la viande de cheval substituée à du bœuf. Et outre-Manche, où ils ont levé le lièvre, le cheval c'est tabou. Ce nouvel avatar des conséquences de la mainmise des industriels de l'agroalimentaire sur nos assiettes illustre parfaitement la logique du capitalisme. Pour faire des profits, il faut produire, n'importe quoi et n'importe comment, et ensuite vendre, et donc créer le besoin (des plats cuisinés) de façon artificielle à coups de pub (moins de travail, d'effort, gain de temps, recettes élaborées par des experts...). Et comme la honte ne tue pas, on nous rebat les oreilles avec la traçabilité et la sécurité alimentaire.

Trafic de «minéral»...

Pour atteindre leurs fins, les industriels ont deux leviers : fabriquer au moins cher et vendre au plus cher. Le seul critère d'achat de la matière première (que dans le cas de la viande hachée ils osent appeler du «minéral de bœuf», mettant donc sur le même plan le fer et les vaches) est le prix, sans se soucier de la qualité ou de la provenance. À ce petit jeu, tous les coups bas sont permis, et la multiplication des intermédiaires dans les endroits les plus improbables permet de cacher l'origine et la nature de la viande. Le bal des faux culs peut commencer. Tous se rejettent la faute. Personne n'était au courant. C'est la faute au cheval qui a perdu sa roulotte et s'est trouvé dans un abattoir roumain au mauvais moment !

Cette matière première est transformée dans la même usine qui semble fournir tous les surgelés européens. Le produit est ensuite marketé sous différentes marques et emballages. La même m... sera vendue comme du haut de gamme ou du bas de gamme.

Exploitation(s)

Quelles sont les réactions ? « Il faut mieux contrôler et réguler, mieux étiqueter, le système européen est le meilleur au monde mais il y a des fraudeurs, on va faire des tests ADN sur la viande, il faut rétablir la confiance, c'est la croissance et des milliers d'emplois qui sont en jeu, etc. »

L'industrie agroalimentaire concentre tous les méfaits du capitalisme et les crises sanitaires se suivent et se ressemblent, comme les crises financières. Elle exploite évidemment la nature et les animaux. Leur transformation en objet de marchandisation ne fait que précéder celle des travailleurEs dont elle a systématisé l'exploitation (les chaînes de montage de voitures ont été inspirées à Ford par les chaînes d'abatage de Chicago). Les salariéEs des élevages et des abattoirs industriels sont extrêmement mal payés, et ont des conditions de travail déplorables. Les taux de maladies et d'accidents du travail y sont encore plus élevés que dans le bâtiment. S'y ajoute une souffrance psychique due à la confrontation à la souffrance animale.

Mettre fin à l'aliénation

Cette industrie méprise et aliène les consommateurs. Les conséquences sanitaires de la malbouffe sont bien connues : obésité, diabète, maladies cardiovasculaires et squelettiques. L'agroalimentaire a deux sœurs jumelles : l'agriculture industrielle et ses ravages sur l'environnement et notre santé, et la grande distribution qui exploite ses salariéEs et trompe ses clients. À elles trois, elles sont responsables d'une aliénation culturelle. En quelques dizaines d'années, notre perception de ce qu'était une bonne alimentation a été formatée et déformée : la publicité dicte à quoi ressemble un bon fruit ou le goût du hachis parmentier.

LE SCANDALE DES CASAGNES FIDJUS



Cela nous éloigne de la nature, et par là même nous rend moins sensibles à la dégradation de notre environnement.

Pour revenir à une agriculture respectueuse de l'environnement, il faut exproprier les grands groupes de l'agroalimentaire afin de leur ôter le pouvoir, puis relocaliser les productions et les décider démocratiquement avec les travailleurEs et la population en fonction de nos vrais besoins. Nous voulons travailler moins pour avoir le temps de reprendre en main notre alimentation. Jardiner et cuisiner des produits frais sont des activités enrichissantes... à condition d'avoir le temps. Ce sont des activités gratuites qui contribuent aux liens sociaux et aux échanges intergénérationnels, elles sont à l'opposé du capitalisme.

CorrespondantEs Commission nationale écologie



Par **Christine Poupin**

LE CHÔMAGE DÉSESPÈRE, LEUR SOCIÉTÉ TUE

Mercredi 13 février, M. Djamel Chaab s'est immolé devant Pôle emploi à Nantes. Ayrault et Hollande ont rivalisé de bonnes paroles. L'un ressent une « très profonde émotion » et l'autre une « émotion toute particulière ». Ils sont émus donc, mais pas trop quand même, en tout cas pas assez pour remettre en cause la politique criminelle qui produit un tel désespoir. Pourtant c'est bien le sort réservé aux hommes et aux femmes privés d'emploi par un système culpabilisant, inhumain, injuste qui a tué à nouveau, un système qui laisse 4 chômeurs sur 10 sans revenus et les renvoie aux « minima sociaux » pour ceux qui peuvent en bénéficier. Mais cela n'empêche pas le ministre responsable, Michel Sapin, de considérer que « tout a fonctionné correctement ». Et après l'air de « tout va très bien », il entonne l'air des lendemains qui chantent et ose prédire, quelques jours après le drame, qu'« en fin d'année, la croissance aura repris en France. Nul ne peut dire exactement à quel moment ni à quel niveau, mais la situation, qui va s'améliorer dans le monde et en Europe, et la mise en œuvre de nos politiques, me font penser qu'il y aura une reprise de la croissance, et d'une croissance davantage porteuse en emplois. Il ne faut pas se résigner : l'inversion de la courbe du chômage aura lieu, et la fin de l'année reste notre objectif ». Une telle prédiction pourrait être simplement ridicule et risible si la politique menée par le gouvernement ne préparait pas d'autres drames humains, individuels et collectifs. L'ANI, en facilitant les licenciements ne pourra qu'ajouter des chômeurs aux chômeurs. L'austérité, d'ores et déjà annoncée pour 2014, réduira encore les budgets sociaux et fragilisera encore les plus pauvres et les plus précaires. Le ministre du Travail a raison sur un point : il ne faut pas se résigner ! Mais ne pas se résigner ce n'est pas attendre la « croissance » comme un miracle, lui offrir nos salaires, nos emplois, nos conditions de vie en sacrifice pour la faire revenir et réduire le chômage. Ne pas se résigner, c'est combattre réellement le chômage en imposant le partage des richesses et du temps de travail, c'est opposer à la politique du gouvernement un autre projet politique anticapitaliste.

MALI En finir avec l'ingérence française

De multiples voix maliennes commencent à s'élever contre la politique de la France, notamment à l'égard du MNLA et à sa volonté de remplacer la MISMA par une force de l'ONU.

L'ingérence de la France dans la crise malienne a commencé dès le début. L'idée, pour la diplomatie conduite alors par Juppé, était d'empêcher qu'il y ait une réponse malienne à la crise et d'éviter une dynamique qui échappe au contrôle de la France (qui agit par délégation des autres pays occidentaux). L'intervention militaire s'est produite dans ce cadre-là, et bien évidemment le règlement politique se fera sous le contrôle de Paris.

Stabiliser la région... au service des profits

Ceux qui croyaient que la France se contenterait seulement de jouer un rôle strictement militaire et laisserait le soin aux Maliens eux-mêmes de trouver leurs solutions politiques à la crise risquent d'être fort déçus. L'agenda de Paris est clair. Il s'agit de stabiliser la région du Sahel afin que les multinationales, notamment françaises, puissent continuer

tranquillement leurs affaires et particulièrement Areva, avec l'exploitation des mines d'uranium au Niger qui sont stratégiques dans le ravitaillement énergétique de la France. Pour atteindre cet objectif, le Quai d'Orsay tente de remettre le clan de l'ancien régime en selle, et de donner des gages au MNLA.

L'autre illusion est de croire que le dialogue politique au Mali, mentionné dans le discours de François Hollande à Bamako, va devenir une réalité. D'autant que l'état d'urgence est toujours maintenu sur l'ensemble du pays, y compris au sud où vivent les quatre cinquièmes de la population, avec l'impossibilité pour les forces progressistes d'avoir accès aux médias.

Dans le même temps, une campagne de presse est lancée par la hiérarchie militaire française visant à présenter la gauche radicale comme complice des djihadistes. Pour les galonnés français, au Mali il y a deux ennemis : au nord,

les narco-djihadistes, et au sud les mao-progressistes.

Solidarité avec le peuple malien

Le dialogue politique va simplement entériner un rapport de forces entre le clan de l'ancien régime et la direction du MNLA. En d'autres termes on prend les mêmes et on recommence. Sur le terrain, ce que l'on craignait commence hélas à se produire. L'évitement par les djihadistes d'une guerre leur permet de mener la politique du pire, en organisant des attentats en pleine ville qui ne font qu'aviver les tensions entre les différentes communautés. Tensions qui peuvent rapidement dégénérer en événements dramatiques. L'occupation militaire du pays risque de se pérenniser. Signe qui ne trompe pas, l'armée française est en train de construire un centre opérationnel de l'opération Serval, un centre fait pour durer. Ce qui confère ici en France la nécessité d'une



structure permanente de solidarité avec le peuple malien. A cet effet, l'initiative qui a été prise jeudi 14 février à la Bourse de travail de Paris (par Sortir du Colonialisme, Survie, l'AFASPA, l'Union des populations du Cameroun et la Maison de l'Afrique), d'organiser un forum débat où les associations et partis maliens et français ont pu exprimer leur analyse, est un bon début pour lancer une telle structure, afin d'obtenir la fin de l'ingérence de la France au Mali.

Paul Martial

CRISE ÉCONOMIQUE Les 3% au rancart

La politique économique de Hollande subit un échec cinglant. Celui-ci avait claironné sur tous les tons que la France devait absolument revenir à 3% de déficit public en 2013. En fait, non seulement, l'objectif ne sera pas tenu mais la France, avec l'ensemble de l'Europe, s'enfonce dans la récession.

Au 4^e trimestre 2012, le PIB (ensemble des richesses produites) de la France a baissé de 0,3% et sa croissance a été nulle sur l'ensemble de l'année. Le gouvernement va être obligé de revoir ses perspectives pour 2013. En fait, c'est toute l'Europe qui replonge : le PIB de la zone Euro a diminué de 0,5% en 2012. Chacun des pays subit l'impact de sa propre austérité et de celle de ses voisins à travers ses exportations. Même l'Allemagne ralentit.

Question de «sérieux»...

Pas un moment, Hollande, Ayrault et plus largement les responsables européens, ne s'interrogent sur leurs responsabilités dans la faiblesse de la croissance. Certes, la crise capitaliste est mondiale, mais c'est en Europe qu'elle est la plus forte. Et les dirigeants européens se considèrent comme ni responsables ni coupables. Les ministres des finances du G20 se sont réunis le 16 février à Moscou et leurs préconisations sur l'austérité sont certes un peu plus prudentes que d'habitude. «La prise en compte de la situation économique doit nous permettre de ne pas ajouter l'austérité à la récession», estime Moscovici. Mais il ajoute immédiatement «tout en conservant une orientation de moyen terme qui soit ancrée dans le sérieux».

Valls en chien de garde de l'austérité

Ayrault persiste et signe : «Ce qui compte, c'est la trajectoire. Nous allons la poursuivre. Nous allons dans la bonne direction.» Le gouvernement français s'apprête donc à plancher sur de nouvelles mesures d'austérité qui seront annoncées en mars-avril. Certaines coupes sont déjà assurées, comme celle des dotations aux collectivités locales qui devront se débrouiller pour gérer les aides sociales dont la responsabilité leur a été transférée. Et la réforme des retraites se profile. Le cap est donc fixé. Cela éclaire le sens des déclarations répétées de Manuel Valls sur les risques de «dérapages» dans les conflits sociaux. Au-delà du souci de l'individu de se mettre en avant, il s'agit de donner des assurances au patronat et aux autres gouvernements européens sur le fait que l'État français est prêt à «tenir» face à d'éventuels mouvements sociaux offensifs. Valls, si nécessaire, suivra l'exemple d'un Jules Moch (lui aussi socialiste) qui mobilisa CRS et militaires face aux grèves de 1947...

Henri Wilno

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES Faire payer la crise aux populations

On peut dire que la Cour des comptes et le gouvernement sont synchros : à quelques heures d'intervalle la semaine dernière, la première rendait son rapport annuel au ton de réquisitoire contre la gestion des collectivités locales... tandis que le gouvernement annonçait une amputation sévère des dotations de l'État à ces mêmes collectivités.



Derrière ces prétendues révélations des uns et les appels à la solidarité nationale des autres, la continuité d'une même politique : faire payer les populations en amputant les budgets locaux.

De la propagande pour préparer l'opinion...

Mardi 12 février, la Cour des comptes ouvrait le bal avec son rapport dont l'axe est on ne peut plus clair : la «nécessité de faire porter l'intégralité de l'effort de redressement jusqu'au retour à l'équilibre sur la seule maîtrise des dépenses». Fini le cinéma de faire payer les riches et la finance... Il faut trancher dans le vif et, pour cela, le rapport désigne pêle-mêle l'État, la Sécurité sociale, les agences nationales telles que Pôle emploi, France Télévisions, Météo-France et... les collectivités locales. Si on en croit les chiffres de la Cour des comptes, entre 2004 et 2010, les dépenses des communes,

départements et régions seraient passées de 36,64 à 51,74 milliards d'euros. Insupportable pour la Cour des comptes dont la mission est de «s'assurer du bon emploi de l'argent public et d'en informer les citoyens» ! Dommage qu'elle n'ait, par contre, pas jugé utile de chiffrer les besoins non satisfaits des populations... alors même que l'État, au cours des différentes phases de la décentralisation, a reporté sur les collectivités locales et leur budget nombre de ses anciennes compétences.

Les dépenses que vise le plus clairement le rapport sont les dépenses de personnel. Un journaliste en profite même pour se lâcher sur le site de France 3 : «Les collectivités territoriales ont la folie de l'embauche» !

Cette campagne outrancière (comme celle qui l'accompagne contre les salariés d'EDF aux prétendus salaires et avantages exorbitants) ne fait que prolonger celle du précédent gouvernement.

Il y a à peine un an, Sarkozy expliquait à propos des effectifs territoriaux : «Je souhaite que les collectivités fassent cet effort volontairement. Sinon, il faudra trouver les moyens pour que les dotations de l'État soient modulées en fonction de leur politique de maîtrise des dépenses»... Au même moment, en pleine campagne, le candidat Hollande promettait : «un pacte de confiance et de solidarité sera conclu entre l'État et les collectivités locales garantissant le niveau des dotations à leur niveau actuel»... Fin septembre, retour aux choses sérieuses, Ayrault annonçait son intention de diminuer les dotations de 750 millions d'euros en 2014 et 2015.

... aux coupes claires

Ce 12 février, se tenait aussi le Comité des finances locales où se retrouvent élus locaux et représentants de l'État. Cette année, les ministres du budget, de la réforme de l'État et de la décentralisation s'y sont invités... pour y annoncer une baisse des dotations deux fois plus importante que prévu : 1,5 milliard d'euros en moins en 2014 et autant en 2015.

Une amputation majeure quand on y ajoute l'inflation mais aussi la hausse (estimée à 2 milliards d'euros par an) des charges qui pèsent sur les collectivités du fait de la réforme des rythmes scolaires, de la hausse de la TVA et des cotisations retraite. Les milliards non versés aux collectivités locales financeront une partie du «crédit d'impôt compétitivité» offert aux entreprises.

Combien de communes, de départements, déjà pris à la gorge par les banques et la dette, ne pourront boucler leur budget et faire face aux dépenses courantes ? Des millions de personnes vont être touchés, dont le quotidien dépend des budgets des collectivités locales (aides sociales multiples, éducation, services publics, etc.), sans compter les salariés territoriaux, en première ligne.

Des conséquences que nombre de maires, toutes couleurs confondues, vont essayer de masquer le plus longtemps possible pour éviter d'être trop impopulaires avant les municipales de 2014... mais qui n'en seront que plus brutales ensuite.

Isabelle Ufferte

RÉFORME BANCAIRE

Une vaste blague



L'Assemblée nationale a voté mardi 19 février le projet de loi sur la réforme bancaire, dite «loi de séparation et de régulation des activités bancaires», en le rendant soi-disant «plus contraignant pour les banques». Auditionnés par les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, les grands banquiers n'ont fait preuve que d'une réserve très mesurée à l'égard de ce projet de loi. Quoi d'étonnant au vu du contenu de la loi ?

«**J'**ai l'impression que vous n'êtes pas spécialement gênés par cette loi», s'est amusée

Karine Berger, la rapporteuse PS du texte à l'Assemblée, en s'adressant aux banquiers. Un véritable aveu. Établir une distinction dans les actifs des banques entre «ce qui est utile à l'économie» et les activités spéculatives... la ligne de partage n'est pas évidente et le lobby bancaire a bien travaillé. Le gouvernement propose donc une loi bancaire truffée d'exceptions, avec une délimitation minimum : à peine quelques % des actifs bancaires seront concernés et devront être filialisés, ce qui n'est pas

une véritable séparation, et encore moins une interdiction de spéculer.

Un durcissement très mou...

Rappelons ici les principaux amendements destinés à «durcir le texte» (!), qui de toutes façons ne sera applicable qu'en 2015 :

– Contenir l'activité de tenue de marché : les députés ont voté deux amendements qui permettent au ministre de l'Économie, après avis du régulateur, de transférer une partie des activités de tenue de marché dans la filiale regroupant les activités dites «spéculatives». Mais cela ne concernera que 1 ou 2% des actifs des banques.

– Moins de frais bancaires pour les

consommateurs : l'Assemblée a généralisé à tous les ménages le plafonnement des frais prélevés lors d'un paiement, si la provision sur le compte est insuffisante. Un amendement prévoit un double plafond – par opération et par mois – tous deux fixés par décret. Les députés ont également décidé le principe de la création d'un observatoire (!) chargé de suivre les pratiques des banques à l'égard des clients les plus fragiles.

– Prévenir la souscription de prêts toxiques : un amendement vise à encadrer le recours au crédit des collectivités locales, leur réservant l'accès aux prêts les plus simples afin de leur éviter le recours à des emprunts toxiques. Mais rien sur l'annulation des taux usuraires

des emprunts que Dexia, notamment, leur a «vendus».

– Limiter la spéculation sur les matières premières agricoles : le gouvernement a fait adopter un amendement étendant la sanction administrative et pénale en cas d'utilisation des marchés financiers pour manipuler les cours des matières premières (blé, maïs, colza, etc.). Pourquoi ne pas interdire toutes les opérations spéculatives ?

– Transparence sur les paradis fiscaux : les députés ont voté l'obligation pour les banques de publier pour chaque pays le nom et la nature de leurs activités, leur produit net bancaire et leurs effectifs en personnel. Mais pas le montant des impôts payés, ou plutôt non payés...

Pour la galerie...

Cette loi et ces amendements purement cosmétiques ne permettront évidemment pas de limiter l'emprise de la finance sur l'économie, comme il ne suffit pas de décréter l'interdiction de la spéculation ou des paradis fiscaux (mesures qui seront toujours contournées).

La seule solution efficace est la nationalisation totale du secteur financier, après annulation des dettes illégitimes, et sa gestion collective et démocratique (donc sans opérations spéculatives, et pas supervisée par une banque centrale soi-disant «indépendante»).

Jacques Cherbourg

TUNISIE En pleine crise gouvernementale

La Tunisie vit toujours sous le choc de l'assassinat de Chokri Belaïd, le 6 février dernier. Celui-ci a été organisé de façon méthodique, à la façon des escadrons de la mort en Amérique latine ou du GIA en Algérie. Tout le monde en Tunisie a peur du déclenchement d'une vague de meurtres de ce type. Le risque est en effet réel qu'Ennahdha, voyant fondre son influence, se lance dans une fuite en avant, développant la violence et le chaos.

Le plan B d'Ennahdha

En partie sous la pression des USA et des gouvernements de l'Union européenne, le Premier ministre islamiste Jebali a visiblement un autre fer au feu. Il a tout d'abord proposé un improbable gouvernement «de technocrates» où les partis politiques n'auraient pas été représentés. Après le refus prévisible de ce projet par son propre parti, Jebali a ensuite proposé un élargissement de la coalition au pouvoir depuis 14 mois. Il a proposé dans ce sens des conciliabules à tous les partis politiques.

Si ceux regroupés dans le Front populaire ont refusé de servir de caution à cette manœuvre, un grand nombre se sont précipités au Palais. En plus des deux partis associés depuis 14 mois au pouvoir (le CPR du Président Marzouki et les sociaux-démocrates d'Ettakatol) se trouvait là Nida Tunes, dont les dirigeants se situent dans la continuité des gouvernements en place avant 2011 et qui comporte de nombreux anciens cadres du parti de Ben Ali. Les dirigeants de Nida Tunes avaient semble-t-il oublié qu'un de leurs responsables était décédé en octobre dernier sous les coups de nerfis islamistes. Nida Tunes avait emmené dans ses bagages ses alliés du centre, dont Al Jomhourî (Parti républicain issu de l'ex-PDP) et Al Massar (la Voie démocratique et sociale, lointain rejeton de l'ancien PC).

Le discrédit d'Ennahdha

Ennahdha a perdu aujourd'hui la confiance de la plus grande partie des 18% de Tunisiens qui avaient voté pour lui en octobre 2011 (son score avait en effet été de 37% des suffrages exprimés, mais la moitié des électeurs n'avaient pas voté). Les choix économiques et sociaux de ce gouvernement ont été à l'opposé des revendications économiques et sociales de celles et ceux qui ont fait la révolution. La poursuite de la politique néo-libérale en vigueur sous Ben Ali a aggravé la situation de l'emploi et la hausse des prix, en particulier dans les régions déshéritées de l'intérieur. Aujourd'hui, la population tunisienne vit plus mal que du temps de Ben Ali ! Les libertés démocratiques, le seul réel acquis de la révolution,



Tunis, le 11 février. Manifestation suite à l'assassinat de Chokri Belaïd. REUTERS/ ANIS MILI

sont menacées ainsi que les droits des femmes. Sans parler de la corruption, du népotisme et de l'infiltration méthodique de l'appareil d'État. Face à cela, une réelle volonté de changement se développe, dont témoignent la multiplication des conflits du travail, les grèves générales régionales ainsi que la croissance du Front populaire. C'est ce processus que les islamistes ont voulu briser en développant la terreur : tirant à la chevroline sur la foule à Siliana en novembre dernier, en attaquant le siège de l'UGTT en décembre. Quelle que soit l'identité exacte des tueurs et des commanditaires, l'assassinat de Chokri Belaïd se situe pleinement dans ce cadre.

Proposer une alternative

Le jour de l'enterrement de Chokri Belaïd, le pays était complètement paralysé par la grève générale, la deuxième depuis 1938 ! Cette grève touchait également des couches sociales qui ne sont pas organisées syndicalement, ainsi que des

personnes ne se sentant pas forcément représentées par le «Front Populaire». On a entendu comme en janvier 2011 le fameux «dégage» et «le peuple veut la chute du régime». Mais est-il pour autant possible de chasser dès maintenant le gouvernement, même si la majorité de la population déteste aujourd'hui Ennahdha ?

Parmi les discussions en cours au sein de la gauche tunisienne revient l'idée qu'une des conditions d'un nouveau soulèvement populaire est le développement de luttes basées sur un programme qui simultanément :

- corresponde aux revendications présentes dans les mobilisations,
 - représentent une rupture radicale avec les situations présente et passée,
 - soit compréhensible et crédible auprès de la grande majorité de la population.
- C'est un des objectifs majeurs auquel travaille le Front populaire.

De Tunis, Dominique Lerouge

CHINE De véritables élections syndicales à Foxconn ?

En 2010, 18 jeunes salariées de la compagnie taïwanaise connue aujourd'hui sous le nom de Foxconn ont tenté de se suicider – et 14 sont effectivement morts. Pour la direction de l'entreprise, installée en Chine continentale, ces drames ne pouvaient s'expliquer que par des causes individuelles remontant à avant leur embauche ; elle fit donc venir des psychologues...

Foxconn produit du matériel électronique pour diverses transnationales, dont Apple, Dell ou HP. De Hong Kong à Pékin, des militants syndicaux et écologistes se sont mobilisés pour dévoiler le système de surexploitation du travail dont bénéficiait Apple en Chine. En 2011, plusieurs associations ont publié un rapport retentissant – «L'autre visage d'Apple» – sur le prix de la production des iPad en matière de santé et de pollution. Dans l'usine de Lianjian Technology (Suzhou) notamment, 49 jeunes salariées avaient été empoisonnées par un produit chimique utilisé pour nettoyer leurs écrans, l'entreprise refusant d'investir dans la ventilation des ateliers.

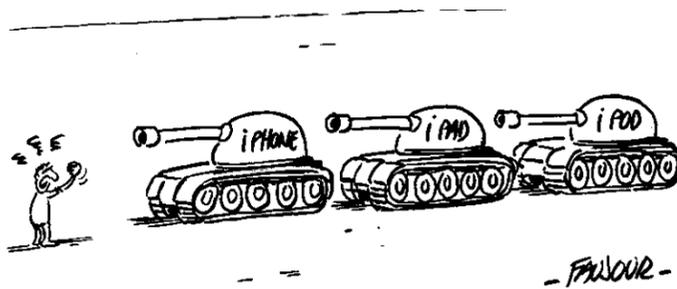
Des élections syndicales...

Après avoir fait la sourde oreille, la direction d'Apple a accepté de prendre en compte cette campagne. Elle a choisi la Fair Labor Association pour préparer un rapport qui ne put que reconnaître

de nombreuses violations du code du travail chinois. La firme a la promesse d'une augmentation générale des salaires, une réduction des heures de travail, une meilleure couverture santé, des dédommagements plus élevés. Des promesses inégalement tenues. Foxconn a aussi été confronté à un renouveau de luttes revendicatives en Chine. Début 2013, elle a annoncé l'organisation d'élections de jeunes représentants syndicaux dans ses usines. Une annonce entachée par la propagande même de la firme qui a diffusé des images de travailleurs radieux, arborant des t-shirts proclamant leur amour pour l'entreprise.

... à la mobilisation sociale ?

Après des années de déni, Apple a été obligé d'engager une vaste opération de communication et Foxconn doit organiser des élections syndicales. Voilà qui montre que la combinaison de résistances sociales dans les usines chinoises et d'une longue campagne



internationale a porté des fruits. Mais n'oublions pas qu'Apple est un grand spécialiste des «relations publiques». Rien de ce qui est annoncé ne garantit de réelles négociations collectives ou une liberté effective d'organisation. Le syndicat officiel (et unique) en Chine comprend des millions de membres, mais il sert avant tout de courroie de transmission au service du pouvoir politique et, aujourd'hui, de la direction des entreprises. Foxconn a une culture d'entreprise

particulièrement autoritaire. Elle a toujours rejeté l'idée même de négocier avec ses salariés dont elle exige une obéissance sans faille. Les syndicats indépendants restent illégaux en Chine, et le droit de grève en pratique interdit. Sans très forte mobilisation sociale, la seule élection de jeunes représentantEs ne suffira pas à changer cet ordre des choses. Ce que la campagne de communication d'Appel «oublie» de rappeler...

Pierre Rousset

SLOVÉNIE Contre la corruption et l'austérité

Depuis la fin de l'automne 2012, la Slovénie est secouée par des manifestations contre la politique d'austérité du gouvernement. Tout a commencé à Maribor, ville industrielle du nord-est du pays, où le maire accusé de corruption a été obligé de démissionner. Le mécontentement s'est étendu à d'autres villes où les mouvements de protestation contre la corruption de la classe politique se sont affirmés.

En janvier 2013, une enquête de la commission anti-corruption a mis en évidence des anomalies dans les comptes de deux des hommes politiques les plus connus du pays : le Premier ministre conservateur de droite, Janez Jansa, et le chef de l'opposition classé à gauche, le maire de Ljubljana Zoran Jankovic.

De plus, une crise énorme affecte le système bancaire. Quinze sociétés bancaires sont tombées en faillite. Enfin, il y a la crise de l'immobilier, secteur où des crédits importants ne peuvent être remboursés, les appartements étant offerts à des prix très élevés et ne trouvant pas d'acheteurs. Les mesures prises vont à l'encontre des intérêts fondamentaux des gens, en matière de soins de santé, de droit à la pension, bref à une remise en question et une volonté de détruire les progrès sociaux acquis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Comme le reste de la Yougoslavie, la Slovénie a connu pendant cette deuxième guerre mondiale une véritable révolution socialiste. La mise en place d'un nouveau projet de société est le résultat de l'engagement d'une majorité de la population dans cette guerre qui était à la fois une lutte d'émancipation nationale, et pour la transformation révolutionnaire des rapports sociaux. Ceci est un des facteurs importants pour expliquer la montée en nombre et la radicalité des manifestations

Manifestation et force alternative

La dernière manifestation a eu lieu à Ljubljana ce 8 février. Pour soutenir le ministre Jansa, 9000 personnes, alors qu'une deuxième manifestation pour exiger son départ a réuni plus de 20000 participantEs qui chantaient l'Internationale et des chants révolutionnaires partisans.

Il n'y a aucune force qui se soit structurée pour proposer une alternative politique. Pour cela, il faudra s'appuyer sur les organisations syndicales qui ont réussi à mettre en échec bon nombre de projets visant à détruire le modèle social existant. Retrait discret d'un projet de taxation uniforme, fixation du salaire minimum à un niveau dépassant de très loin celui pratiqué dans les autres pays ex-socialistes, rejet par voie de référendum de l'augmentation de l'âge de la retraite.

Il y a bien eu une recule : l'acceptation d'une diminution de 8% des salaires dans la fonction publique en échange de la promesse, non tenue évidemment, du respect du niveau de l'emploi. Mais les syndicalistes du secteur public ont réussi à rebondir : 100000 personnes qui ont débrayé le 23 janvier, et 25000 personnes qui ont manifesté leur opposition au projet gouvernemental de réduction des effectifs.

Il faudra que d'autres forces se mettent en action. Il existe déjà, surtout dans la jeunesse, pas mal de petits groupes alternatifs. À cela, il faut ajouter la présence importante des 25/35 ans, ayant terminé leur études universitaires et qui ne trouvent que des petits boulots ou des emplois procurés par des agences d'intérim, catégorie qui exprime son mécontentement dans les manifestations évoquées plus haut. Si ces forces arrivaient à s'organiser, elle pourrait devenir une importante force de changement. Une nouvelle grande manifestation est prévue le 8 mars.

Lucien Perpette

HISTOIRE

Aux origines de la réorganisation de l'école

L'école est contradictoire. Elle est un enjeu depuis sa naissance de forces sociales opposées, entre les missions que lui avait données la bourgeoisie de la III^e République et les avancées issues des rapports de classes de 1936, de 1945 et des années 60.

Tout au long du XX^e siècle, la massification du primaire, du secondaire et même du supérieur va accompagner les aspirations de la majorité des gens à l'élévation du niveau d'étude de leurs enfants. Elle répond surtout aux besoins du patronat pour qui un niveau de formation élevé devait alors entraîner un fort niveau de productivité du travail et permettre aux salariés de s'adapter plus facilement aux évolutions technologiques. En 1950, la moitié des enfants prolongeaient leurs études au-delà de 14 ans ½. En 1999, la moitié des jeunes continuent des études après 21 ans.

Le tournant de la crise

Mais le retournement de conjoncture à la fin des années 70 va obliger les dirigeants à réorganiser la production. Le sens des réformes qui suivront sera de casser la logique infernale pour la bourgeoisie d'avoir à payer des salariés «trop qualifiés». Pour sérier les qualifications dont elle a besoin, elle doit restaurer l'orientation. Pour réduire les coûts de la scolarisation, l'État doit la privatiser. Les années 90 engage nettement le processus mais ce sont les années 2000 qui vont connaître une accélération de la démarche avec, au nom de la globalisation, l'objectif d'intégrer l'éducation au champ d'application de l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS) qui prévoit la privatisation généralisée des services jusqu'aux publics.

Employabilité et projet professionnel

En termes de conséquences sur les contenus de l'enseignement, c'est le rapport Thélot, en 2004, qui est le plus explicite. C'est un condensé de toutes les réformes initiées depuis plus de 20 ans. L'augmentation de la durée moyenne de scolarisation depuis plus d'un siècle devient aujourd'hui inutile pour la classe dirigeante. L'Éducation nationale doit donc former les futurs ouvriers et

employés de demain à des savoir-être de base et des savoir-faire utiles à leur employabilité. La prolongation de la scolarité devient donc obsolète pour la majorité des élèves qui sera appelée à occuper des emplois à «qualification d'ordre comportemental ou relationnel». D'où l'importance accordée au fait que les jeunes soient de plus en plus tôt en contact avec l'entreprise, partenaire majeur pour inciter les moins performants à «choisir» une formation en alternance, un projet professionnel plutôt qu'une formation initiale «trop théorique ou trop abstraite».

Les enseignantEs se heurtent de plein fouet dans leur quotidien à cette situation : 77 000 postes supprimés, fichage des élèves au travers de bases de données, autonomie des établissements du secondaire, pédagogie de l'évaluation, Livret personnel de compétences, réforme de l'enseignement technique, réforme du statut des enseignants-chercheurs, conséquence de la Loi sur la responsabilité des universités (LRU), et enfin réforme du recrutement et de la formation des professeurs.

Après 8 mois de gouvernement PS, force est de constater que la stratégie en matière éducative sera inchangée : les postes ne seront pas récupérés et la logique de la sélection et de l'orientation précoce demeure.



PHOTOGRAPHE ROUGE/MILO

Refondation LA CONT C'EST MAI

Dossier coordonné par la commission éducation nationale du NPA

Hollande avait affirmé faire de l'école une priorité de son quinquennat. Les projets de loi concernant l'éducation (loi sur la refondation, décret sur les rythmes, loi sur l'enseignement supérieur et la recherche) répondent à deux impératifs : d'une part, donner un habillage pédagogique à la diminution du coût de l'éducation pour l'État. D'autre part renforcer la logique capitaliste et réactionnaire, ainsi que celle d'une école à deux vitesses.

Alors que 77 000 postes d'enseignantEs ont été supprimés ces dix dernières années, le gouvernement n'en recrée aucun. Il ne fait qu'un plan de maintien de 60 000 postes sur cinq ans correspondant aux départs en retraite... La conséquence est immédiate : les conditions d'étude et de travail se dégradent, les classes sont surchargées, les enseignantEs et les jeunes épuisés...

École du socle = École de classe

La loi sur la refondation donne une justification à un tel fonctionnement. Il s'agit de renforcer l'école du socle commun, c'est-à-dire une école où l'on enseignera un minimum pour touTEs et où celles et ceux qui auront les moyens, intellectuels et financiers, pourront apprendre plus. On est dans la continuité de la loi d'orientation Fillon de 2005. Le changement ne porte que sur l'ajout du mot culture au socle commun de connaissances. Il s'agit maintenant de réduire les programmes enseignés pour qu'ils soient en cohérence avec le socle. L'autonomie des établissements est renforcée, tant sur le plan pédagogique (de manière à pouvoir avoir un enseignement différent en fonction du public) que sur le plan économique. Cela fait suite à l'autonomie des universités du précédent gouvernement. Et l'on peut dire que c'est une réussite : un quart (au moins) des universités sont en faillite ! Le décret sur les rythmes s'inscrit également dans cette logique : on donnera moins d'éducatif aux jeunes scolarisés dans les villes pauvres...

Renforcer le patronat et son fonctionnement

Les chambres de commerce en rêvaient, Peillon le met en place. La loi d'orientation régionalise l'orientation des jeunes et augmente les liens avec le patronat local. Ainsi, les entreprises trouveront des employéEs, forméEs aux frais de l'État dans le collège ou le lycée d'à côté. Et peu importe ce que veulent faire les jeunes, ou si le département est sinistré par le chômage... S'inspirant des méthodes du privé, la loi d'orientation continue à casser le statut de fonctionnaire enseignant, renforçant le statut du directeur d'école, créant des conseils école-collège, dont la finalité n'est que de faire des économies de structure (une seule administration) et à aucun moment une réflexion pédagogique sur le passage CM2-6^e.

La réaction au pouvoir

Ce dernier point occupe une place particulière dans le cœur de Peillon : la morale laïque. Voilà ce qui va remettre les jeunes (et les enseignantEs) dans le droit chemin. Enfin, sur le passage des concours à bac+5 (la mastérisation), la loi maintient et empire ce qu'avait fait la droite, en instaurant la précarité dès le recrutement des enseignantEs...

En bref, Peillon s'inscrit dans la continuité des réformes précédentes et les renforce. C'est pourquoi nous sommes pour le retrait de cette loi, l'abrogation du décret sur les rythmes et de la loi Fioraso.

PRIMAIRE

Ras-le-bol dans les écoles

Les écoles primaires ont subi, tout particulièrement ces dernières années, les réformes du gouvernement Sarkozy. Et ça continue !

La dégradation accélérée des conditions d'enseignement a amené le premier degré au bord de l'explosion : la semaine de 4 jours instaurée par Darcos, alourdie par l'aide personnalisée pour les enfants rencontrant des difficultés et justifiant le démantèlement des Rased ; le pilotage par les évaluations, le Livret personnel de compétences, le fichage renforcé des élèves avec Base élève et autres fichiers ; la disparition progressive de l'aide administrative à la direction d'écoles ; la régression massive de l'accueil des moins de 3 ans en maternelle ; l'individualisation des parcours ; la disparition de la formation...

L'école s'est vidée en quelques années de ses objectifs et pratiques qui tendaient à l'épanouissement des élèves et à la réduction des inégalités, pour

au contraire les aggraver en augmentant la difficulté scolaire et devenir une école du tri social, normative, valorisant les «talents» et le «mérite».

Les enseignantEs ont subi une dégradation de leurs conditions de travail : journée allongée par l'aide personnalisée et ne permettant plus le temps de la concertation, charge de travail aggravée par les évaluations nationales et les nombreuses injonctions administratives sous pression croissante de la hiérarchie...

Une goutte d'eau dans un océan de besoins

L'annonce de Peillon de faire du primaire sa priorité a suscité des espoirs... vite déçus, comme en témoigne le coup de colère et la grève massive du 12 février dans les écoles.

La création de postes pour la rentrée prochaine (14 000 dans les écoles) ne fait que remplacer les départs à la retraite, absorber l'augmentation du nombre d'élèves et restera à terme très inférieure au nombre de postes supprimés ces cinq dernières années. Elle n'aura aucune incidence sur les effectifs des classes. La promesse du «plus de maîtres que de classes» se réduit à une peau de chagrin et se limite à des secteurs restreints. Quant aux Rased, la loi d'orientation les ignore. Il n'y a toujours pas de remise en question des zones Eclair, zones d'expérimentation de la déréglémentation, de l'individualisation et du mérite, de la concurrence entre élèves et entre enseignants. Et le décret sur les rythmes scolaires

vient de mettre le feu aux poudres. Imposé sans consultation des enseignantEs, il est avant tout le révélateur des ravages opérés sur l'école ces dernières années. Les enseignants veulent une réforme des rythmes, mais ils veulent surtout que soient rétablies les conditions de sa réussite, c'est-à-dire des postes, moins d'effectifs dans les classes, la restauration des Rased, du remplacement, un allègement des programmes, une baisse du temps de travail pour permettre la concertation, de la formation...

SECONDAIRE

Maintien des reculs, ve

Si le projet de loi d'orientation sur l'école ne suscite, pour l'instant, pas moins un mauvais coup pour les personnels et

Le gouvernement confirme l'ensemble des «réformes» votées sous Chirac et Sarkozy. Toutes les mesures depuis la loi Fillon 2005 sont conservées. À commencer par le socle commun de compétences, dont une mouture «rénovée» (un vernis de culture) est en préparation. En attendant, la notion de compétence est omniprésente dans le code de l'éducation, tandis que le socle commun est érigé en «principe organisateur

de l'enseignement obligé. Les contenus des programmes que le brevet puis le Bac, le reste, les «réformes» de maintenues, de même qu'«évaluation».

Attaques contre le statut et l'éclatement du cadre
Un conseil école-collège piloté que «certains enseignants soient communs des écoles». La porte ouverte des services (contrat de licence des enseignantEs et sif vers les «écoles du socle»). Notons également la suppression des «parcours»



de l'école : FINUITÉ, MAINTENANT !

MOBILISATION

Abroger le décret sur les rythmes scolaires

Les enseignantEs du premier degré sont fortement mobiliséEs depuis plusieurs semaines contre le décret sur les rythmes scolaires. Cette mobilisation s'est construite à contre-courant.

La direction du SNUipp, premier syndicat dans le premier degré, n'avait pas l'intention de mobiliser contre la loi d'orientation et le décret sur les rythmes scolaires, puisqu'elle y voit des avancées à confirmer. Le mouvement a donc été impulsé par des enseignants, à la base, dans des écoles parisiennes lorsque le maire de Paris a annoncé vouloir appliquer la réforme dès la rentrée 2013.

Contrairement aux déclarations du ministre, le décret n'améliorera pas les rythmes des enfants, puisqu'ils auraient des journées toujours aussi longues avec les activités périscolaires. En revanche, ce serait un premier pas dans la territorialisation de l'enseignement, remettant en cause l'égalité de droits entre les élèves. En outre, cela dégraderait les conditions de travail des personnels. La grève historique du 22 janvier sur Paris, suivie par près de 90% des enseignants du primaire, a montré l'ampleur du rejet. Plusieurs départements ont rejoint la mobilisation allant parfois à l'encontre de la direction des sections départementales du SNUipp. Cela a contraint les directions syndicales à appeler à une grève le 12 février qui a été très suivie : 58% de grévistes au niveau national et plus de 80% dans plusieurs départements.

Des débats autour des rythmes scolaires

Le milieu enseignant reste très divisé sur la manière dont devrait être organisé le temps scolaire. Maintien de la semaine de 4 jours, passage aux 4,5 jours mais avec le samedi ou le mercredi matin travaillé? Mais, chacun s'accorde sur le fait que ce décret n'est en rien une avancée. C'est pourquoi l'abrogation du décret est un mot d'ordre unifiant qui doit être mis en avant.

Ce débat sur les rythmes est en bonne partie leurre utilisé par le gouvernement pour détourner l'attention des vrais problèmes : le manque de postes qui entraîne des classes surchargées, le non-remplacement des absences des enseignants, des charges de travail trop importantes, une incapacité à gérer la difficulté scolaire des enfants

à cause du démantèlement des RASED.

Le mouvement doit porter ces problèmes sur le devant de la scène. L'urgence, c'est l'embauche massive d'enseignants permettant de revenir sur les 80 000 postes supprimés, c'est de reconstruire les RASED, c'est le retrait de la mastérisation et la restauration d'une réelle formation des enseignants.

Construire et élargir la mobilisation

La direction du SNUipp refuse de relayer la revendication d'abrogation du décret. Elle demande que les conseils d'école soient consultés, les possibilités de dérogation élargies et se prononce pour le report de l'application à la rentrée 2014 en cas d'absence d'accord local. Elle n'appelle à aucune suite au 12 février. Pourtant, la forte mobilisation permettrait d'envisager une victoire sur le retrait du décret.

Pour surmonter cet obstacle, il faut que les AG des grévistes appellent à des dates de mobilisation qui permettent de maintenir les collègues mobiliséEs et là où la journée du 12 n'a été qu'un début, de construire et élargir la mobilisation, en associant les parents et les personnels municipaux touchés par la réforme. Une grève dans les centres de loisirs parisiens a eu lieu le mercredi 20 février. Il faut pousser dès maintenant à une nouvelle journée de grève enseignante lorsque toutes les zones seront rentrées après la période des vacances.

La grève du 12 février a montré le mépris de Peillon pour les enseignants. Le faire reculer nécessite un vaste mouvement de grève à construire dans tout le pays, en s'appuyant sur les secteurs les plus mobilisés qui, par la grève reconductible pourront se donner les moyens d'entraîner leurs collègues dans la mobilisation et de la structurer démocratiquement sur la base des revendications des enseignantEs mobiliséEs. Pour cela, il est aussi nécessaire de se battre pour que les directions syndicales, en particulier celle du SNUipp, reprennent la revendication d'abrogation, afin de créer les conditions de l'unité contre la politique du gouvernement.



rs de nouvelles attaques

stant, pas de mobilisations dans le second degré, il n'en la jeunesse.

atoire». mes seront revus de même en fonction du socle. Pour es trois voies du lycée sont ue le cadre de la « masté-

statut, e national

serait créé avec possibi- nements ou projets péda- à des élèves du collège et erte vers une définition adicatoire avec la monova- n collège) et un pas déci- cle». ostitution aux disciplines s'inscrivant « dans le cadre

d'un partenariat avec les collectivités territoriales».

De même, la « découverte du monde professionnel » est proposée pour chaque élève dès la sixième, par les enseignants, avec l'appui des entreprises ! Parallèlement, le transfert programmé des cartes de formations professionnelles initiales et de l'orientation aux régions constitue une attaque contre le statut national des COPsy (conseillerEs d'orientation - psychologues) et des PLP (professeurs des lycées professionnels) et confirme la volonté du gouvernement d'avancer vers des formations en fonction des besoins patronaux.

Enfin, la loi d'orientation entend associer les collectivités locales à l'État et aux établissements par des contrats d'objectifs tripartites et renforcer leur présence dans les conseils d'administration. Une manière de soumettre les établissements aux besoins locaux.

DÉCENTRALISATION

Contre les travailleurs et la jeunesse

Le projet de loi Lebranchu, acte 3 de la décentralisation, s'articule aux projets éducatifs du gouvernement pour morceler les conditions de travail des personnels, accentuer la soumission aux intérêts privés, et réaliser des économies budgétaires qui renforcent les inégalités.

Mise à mal des conditions de travail et des défenses collectives

Depuis leur décentralisation en 2004, les agents techniques de l'Éducation nationale ont subi des politiques différentes suivant leur collectivité de rattachement. Par exemple, en 2011, la région Île-de-France a accentué la flexibilité sur leur temps de travail. Différentes politiques de primes instaurent des différences salariales d'une collectivité à l'autre. Cette dispersion rend compliqué la construction de luttes d'ensemble des personnels et affaiblit le rapport de forces.

Soumission de l'orientation et de la formation professionnelle aux intérêts privés locaux

Le projet de loi Lebranchu prévoit de faire des régions les « chefs de file du développement

économique ». Animées par cet objectif, les régions établiront, en lien avec les représentants du patronat local, la carte des formations professionnelles, et géreront les centres d'information et d'orientation. Autrement dit ce sont les patrons locaux qui détermineront l'orientation des élèves et leur formation en fonction de leurs besoins immédiats.

Destruction des services publics à des fins budgétaires

Enfin, le contexte est marqué par l'austérité budgétaire et la volonté des gouvernements de faire payer la crise aux travailleurs, actifs, au chômage ou en formation. Dans ce cadre, les transferts de compétences aux collectivités territoriales ne peuvent que dégrader les services publics, d'autant plus quand ils s'accompagnent

d'une baisse drastique des dotations (-1,5 milliard d'euros pour 2014 et la même somme en 2015, beaucoup plus que ce qui était prévu). Les professeurEs des écoles ont raison de se battre contre le décret sur les rythmes scolaires et les projets éducatifs territoriaux qui mettent à mal l'égalité face au contenus éducatifs, au sein des écoles.

Le NPA combat cette décentralisation menée au prétexte de rendre les services publics plus efficaces. Pour renforcer les services publics, il faut commencer par créer 1 million de postes et arrêter la dislocation des statuts. Pour prendre en compte les besoins des usagers et des personnels, ce sont eux-même qui doivent gérer et organiser les services publics. Pas les régions et encore moins les patrons !

KURDES

Collaboration répressive franco-turque

Le 12 février, une quinzaine de Kurdes (dont deux à Toulouse) ont été arrêtés par la police antiterroriste, et sont depuis gardés au secret. Ils sont accusés d'extorsion de fonds pour financer le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène une lutte pour la reconnaissance des droits du peuple kurde. Le prétexte du danger terroriste est une nouvelle fois utilisé pour réprimer un mouvement politique, comme cela avait été le cas pour Aurore Martin.

On ne peut que s'interroger sur les moyens disproportionnés mis en œuvre pour cette opération, alors que l'État français ne prend pas de telles mesures pour retrouver les meurtriers et commanditaires des assassinats de Leyla, Sakine et Fidan, les trois militantes du PKK abattues froidement en plein Paris début janvier.

Il faut noter que ces arrestations ont été menées pendant que le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, était reçu par Laurent Fabius. Il est clair que le gouvernement Ayrault continue la politique de collaboration répressive avec les autorités turques menée par ses prédécesseurs. Le harcèlement des militants kurdes est ainsi systématique lors des visites officielles des autorités turques en France.

Les militants kurdes arrêtés sont poursuivis dans le cadre d'une procédure d'exception : possibilité d'une garde à vue de 96h, dont 72h sans avocat, pas de contacts avec les familles, jugement par un tribunal d'exception... Ils risquent jusqu'à trente ans d'emprisonnement. Il faut nous mobiliser contre ces procédures d'exception et affirmer notre solidarité avec les camarades kurdes arrêtés. C'est pourquoi le NPA s'associe au comité de soutien mis en place par la communauté kurde. Nous ferons tout pour élargir ce soutien à toutes les forces politiques et sociales de la région toulousaine.

Clémence Durand et Laurent Marty

SANS-PAPIERS

La mobilisation s'élargit

La grève de la faim du comité des sans-papiers de Lille (qui a duré du 2 novembre 2012 au 13 janvier 2013) a relancé le mouvement des sans-papiers sur l'ensemble du territoire.

Dans la mobilisation et les actions, les comités et les collectifs de soutien se reconstruisent selon des rythmes propres à chaque situation locale, conscients tant de l'enjeu national de cette dynamique renaissante que de l'envie massive de se battre et de lutter, au-delà des seuls sans-papiers, contre le sinistre Valls.

Alors que le gouvernement souhaiterait enterrer l'accès au droit de vote pour touTEs, cette vitalité du mouvement pourrait être le lit d'une mobilisation bien plus large, s'affrontant au racisme structurel de l'État français. Cette mobilisation porteuse d'unité constitue donc un véritable espoir politique dans le contexte actuel.

Une réunion nationale des comités de sans-papiers et des collectifs de soutien aura lieu à Paris le 10 mars. Lancée à l'initiative du CSP 59 et du collectif «Faut-il mourir pour avoir des papiers?», elle a vocation à rassembler l'ensemble des mouvements et collectifs de sans-papiers, ainsi que leurs soutiens, avec des temps de travail spécifiques et séparés, ainsi que des plénières. L'objectif est d'échanger sur la situation politique globale, les situations locales particulières, d'identifier nos points forts et nos priorités afin de déterminer quelques perspectives d'action commune dans les prochains mois.

Consolider le mouvement

Il s'agit de travailler à l'élargissement dans l'action et les mobilisations :

- contre la circulaire Valls qui exclut toujours plus de sans-papiers de la régularisation, qui justifiera



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

et maintiendra dans une situation de précarité, de non-droit, d'exposition aux violences d'État et aux humiliations racistes de manière permanente une immense partie de l'immigration, qui construit ici (et à bas prix!) les stades de foot, les immeubles, les routes, qui fait le ménage, la vaisselle, la cuisine et les marchés ;

- contre l'Union européenne qui ferme ses frontières en même temps qu'elle se prépare à la guerre en Afrique subsaharienne. Très conscients

du rôle politique de leur lutte, le Ministère de la régularisation de tous les sans-papiers se prépare à participer au Forum social mondial de Tunis (du 26 au 30 mars) et à défier Frontex et les autorités européennes pour revenir sur le territoire français.

Pour l'égalité des droits, des papiers et le droit de vote pour touTEs !

Sarah Benichou

Pour nous contacter : m.fmpap@gmail.com

CONGRÈS DE LA FSU

La direction recule devant l'affrontement

Le congrès de la FSU se réunissait en pleine mobilisation dans l'enseignement primaire : le 12 février, plus de 60% des professeurEs des écoles, ainsi que des personnels territoriaux et des animateurs, étaient en grève contre le décret sur les rythmes scolaires. Les enjeux de ce congrès étaient importants. « Réécriture » ou abrogation ?

Alors que de nombreuses AG dans le premier degré se sont prononcées pour l'abrogation, le texte adopté au congrès affirme que celui-ci « doit être réécrit (...) : les conseils d'école doivent être consultés et les possibilités dérogatoires élargies ». La direction tente de justifier cet accompagnement de la réforme en accusant les partisans de l'abrogation d'être pour le statu quo. C'est faux : la condition pour imposer les revendications, c'est d'obtenir l'abrogation du décret. D'ailleurs, la FSU l'avait jugé suffisamment mauvais pour voter contre lors de sa présentation au Conseil supérieur de l'éducation.

Sur le projet de loi d'orientation, la FSU salue des « avancées », émet des réserves et se veut « vigilante ». Elle refuse surtout d'en exiger le retrait, alors que ce projet poursuit et aggrave la logique des contre-réformes précédentes : l'école du socle, la territorialisation et le pouvoir croissant du patronat sur

l'enseignement. Il en va de même sur le projet de loi Fioraso à l'université. Ce congrès révèle une tendance à l'adaptation aux exigences des capitalistes en temps de crise : la FSU refuse de se donner des positionnements clairs contre la politique du gouvernement. Elle n'exige ni le retrait de l'accord interprofessionnel (ANI) ni de retrait des troupes françaises du Mali et seulement un moratoire sur les expulsions de sans-papiers...

Renforcer l'opposition combative

La direction de la FSU (animée politiquement en grande partie par le PS, le Front de gauche et EELV) ne prépare pas l'affrontement nécessaire avec le gouvernement, au moment où il commence à être mis en difficulté par les mobilisations. Elle privilégie le « dialogue social » plutôt que la construction de rapports de forces. Cependant la place de la FSU dans l'éducation et la fonction publique en fait une fédération incontournable pour développer des

luttons massives. Ce à quoi aspirent de nombreux militants sur le terrain. C'est pourquoi il faut renforcer l'opposition combative au sein de la FSU. Les militants du NPA et d'autres, qui ont combattu pour que la direction rompe avec le gouvernement et apporte son soutien aux collègues engagés dans la lutte ont obtenu un écho significatif (entre 10% à 25% des voix sur des motions et amendements, et ont tenté de durcir le ton initial des textes proposés par la direction). Aider au renforcement de cette opposition et au développement des mobilisations sur des mots d'ordre clairs sont deux tâches indissociables. Dans le premier degré, cela signifie concrètement contribuer à la préparation de la grève jusqu'à l'abrogation. Dans les collèges, lycées et universités, et au-delà dans la fonction publique, cela passe par un travail d'information et la prise d'initiatives pour développer les luttes.

Clément Lefèvre et Nicolas Tolosano

GRÈVE AU MINISTÈRE DU TRAVAIL

Les fourberies de Sapin

À l'appel de l'intersyndicale CGT-SUD-FSU, les agents du ministère du Travail ont fait grève le 18 février. Une manifestation a eu lieu à Paris, ainsi que des rassemblements dans plusieurs villes.

Sapin, ministre du Travail, engage une réforme de l'inspection. Sans rien dévoiler du projet, il appelle à la concertation... Mais ses intentions sont claires : réduire l'indépendance des agents de contrôle, les couper des salariéEs et de leurs organisations, programmer les contrôles selon les priorités politiques, confier les dossiers sensibles ou jugés trop techniques à des agents triés sur le volet.

Pour amadouer et diviser, Sapin a parallèlement annoncé la transformation en 3 ans de 540 emplois de contrôleurs du travail en inspecteurs du travail et l'extinction du corps des contrôleurs du travail en 10 ans.

Mais cette promotion sélective ne concernera qu'une minorité de contrôleurs (17%). Les 83% restants n'ont aucune garantie d'emploi, puisque la suite du plan se fera dans le cadre de négociations sur la mobilité dans la fonction publique et devra se plier aux contraintes budgétaires (150 postes supprimés cette année au ministère du Travail).

Des reculs qui avancent masqués

Si des divergences sur la question du corps des contrôleurs du travail sont apparues, l'intersyndicale dénonce les fourberies de Sapin qui instrumentalise

les revendications salariales et statutaires des contrôleurs du travail pour avancer masqué sur une réforme de l'inspection du travail que personne ne réclame, et pour amplifier les suppressions de postes. L'enjeu des semaines à venir sera d'assurer la mobilisation des collègues sur des revendications unifiantes : refus de toute mobilité forcée, des moyens pour l'inspection du travail, l'arrêt des suppressions de postes et une revalorisation pour les contrôleurs et les catégories C, oubliées du plan Sapin.

Comité inspection du travail / emploi Île-de-France

DR



les nôtres

PSA

Les grévistes ne lâchent rien !

La semaine à Aulnay-sous-Bois a été marquée par la volonté de la direction de donner un coup d'accélérateur à son plan, entre autres en tapant sur les grévistes, entraînant une riposte des travailleurs. Un renforcement de la grève.

Alors que la grève s'est renforcée le mardi 12 février, jour des prétendues négociations au siège de PSA avenue de la Grande-Armée (500 grévistes environ et à peu près autant d'arrêts maladie), la direction a tenté d'entamer la détermination des grévistes. D'abord la campagne médiatique diffusant l'idée - à grands coups de rapports policiers et d'interviews ministérielles - que, de Goodyear à PSA, les travailleurs qui s'opposent aux plans patronaux sont responsables des licenciements et manipulés par des militants syndicaux et politiques extrémistes. Ensuite, l'annonce qui a fait long feu de la « perte historique » de PSA (5 milliards pour 2012), tout le monde voyant bien qu'elle servait avant tout à justifier la fermeture d'Aulnay, alors qu'en Bourse le cours de l'action PSA continuait de monter ! Enfin l'intox annonçant que les syndicats avaient signé l'Accord proposé par la direction alors que le vote n'interviendra que fin mars.

Les positions se clarifient. En effet, les organisations syndicales sont amenées à se prononcer de plus en plus clairement. SIA, FO et la CGC se sont dites favorables au projet



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

de la direction mais qu'elles consulteraient les salariéEs. La CFDT et la CFTC doivent aussi consulter leurs adhérentEs. Et la direction poursuit les procédures de licenciement. Jeudi 14 février, les demandes de licenciement de deux grévistes délégués du personnel, Agathe et Samir, ont été présentées au CE. Si les représentants de la CGT et SUD ont bien sûr voté contre, il s'est trouvé quatre élus pour s'abstenir, et deux élus pour Agathe, un pour Samir, pour l'approuver, ce qui est inédit depuis 1982 !

Le nerf de la grève

Les grévistes restent déterminés à continuer d'empêcher la production, déjà en difficulté du fait des arrêts maladie (40 % reconnus par la direction), mais aussi à se faire entendre. Mardi 12 février, une centaine sont venuEs à Rueil au rassemblement des Goodyear avant de rejoindre ceux qui étaient allés directement « décorer » le siège de PSA, puis les magasins du groupe sur les Champs-Élysées. Les collectes de solidarité s'organisent comme au restaurant des

territoriaux à Bobigny, avec le syndicat CGT d'AXA à la Défense, auprès des territoriaux du 94, au péage de Saint-Arnoult... Les grévistes ont besoin de 15 000 euros par jour pour payer leurs salaires. Le fric, c'est aussi le nerf de la grève !

Après l'intervention des grévistes au stade de France lors du match France-Allemagne, puis une visite de 200 grévistes aux abords de l'Élysée, un médiateur, le directeur départemental du travail, a été nommé par le gouvernement. Reste à le faire accepter par PSA qui refuse depuis octobre toute réunion tripartite, afin de remettre sur le tapis la discussion du plan de restructuration et l'annulation de toutes les sanctions. Il y a urgence, car vendredi, les lettres de licenciement sont arrivées pour quatre grévistes, dont deux qui n'ont aucune protection syndicale et n'ont plus le droit d'entrer dans l'usine. C'est l'enjeu de la semaine qui a commencé lundi 18 février par une AG toujours déterminée et une collecte au péage de Senlis qui a ramené 5 000 euros, confirmant les grévistes dans la popularité et la légitimité de leur combat.

CorrespondantEs



DR

Henri Thoueille

On s'était bien sûr croisés avant mais nous nous sommes vraiment rencontrés en 1973, devant la direction de l'usine à Fumel (47). Nous répondions tous les deux à un appel à la grève d'une heure contre le coup d'État militaire au Chili. Nous étions les seuls grévistes ; même FO, à l'origine de l'appel, n'était pas là... Depuis ce jour, Henri glissait tous les jours dans mon placard des extraits d'une revue de presse politique, juridique et sociale. Cela a duré des années, mon savoir-faire syndical et politique lui doit beaucoup. Son oncle était le maire PS de Monsempron, son cousin le député PS d'Agen. Issu du sérail PS il a rejoint la LCR à la fin des années 70, puis le NPA à sa création. Bien que « col blanc », Henri était un militant ouvrier armé d'une conscience inébranlable qui a participé à toutes les grèves, à tous les piquets, à tous les affrontements. Il était devenu en 1984, après de sévères frictions avec les staliniens, le secrétaire général du syndicat des métaux CGT de l'usine (près de 400 syndiquéEs, 80% des voix des 3 000 salariéEs du site). Henri était antimilitariste et avait très mal encaissé son séjour forcé en Algérie, Henri était anti-raciste, Henri était féministe et collaborait avec la maison des femmes de Villeneuve-sur-Lot, Henri était internationaliste. À la retraite, Henri s'est emparé avec détermination et une incroyable compétence de centaines de dossiers de camarades en difficulté qui venaient frapper à sa porte. Nous n'avons pas souvenir de lui avoir vu perdre un procès devant les tribunaux.

Henri était un homme bon, fraternel, qui aimait la classe ouvrière sans jamais désespérer de la nécessité de l'action collective. Porté en terre par ses camarades de la LCR et du NPA, entouré de sa famille et de très nombreux copains de l'usine, nous avons chanté l'Internationale et oublié pendant un moment que son absence sera cruelle. Hasta la victoria siempre !

Au nom de tous ses camarades,

Ignace Garay

RENAULT

Le choix des actionnaires contre les salariés

Ce mercredi après-midi, après six réunions dites de « partage d'information et construction du diagnostic » et au lendemain de la onzième réunion de « négociation », la direction de Renault devait enfin remettre aux syndicats le texte de l'accord qu'elle soumettra à signature. Auparavant, il devra encore être présenté pour consultation au comité central d'entreprise et aux comités d'entreprises des filiales concernées. Malgré l'annonce d'un bénéfice net de 1,735 milliard d'euros sur 2012 et de 13,557 milliards d'euros de trésorerie disponible, Renault

continue de subordonner son engagement à ne pas fermer d'usines en France à la signature de cet « accord de compétitivité ». En gelant les salaires, en allongeant le temps de travail et en détruisant 7 500 postes de travail, la direction compte réaliser un gain de 551 millions d'euros, soi-disant indispensable à la « mise en place d'un socle solide et durable aux activités de Renault en France ». Pourtant, l'entreprise n'a eu aucun problème à trouver les 508 millions d'euros qu'elle compte verser à ses actionnaires au titre des dividendes. Un montant presque équivalent aux économies

qu'elle compte réaliser avec toutes les mesures prévues dans son projet d'accord.

Alors que la CFE-CGC et la CFDT s'apprentent à le signer et que FO hésitait encore ce mardi, de nouveaux arrêts de travail étaient appelés mardi et mercredi, malgré le tassement constaté - à l'exception de l'usine de Douai - la semaine dernière. Un moyen de mesurer si le choix par la direction d'engraisser les actionnaires, au moment même où elle s'attaque aux conditions de vie et de travail de ses salariéEs, peut donner un nouvel élan à la mobilisation.

Régis Louail

DMI (ALLIER) Des fondeurs en colère

Située à Vaux près de Montluçon, DMI est une fonderie d'aluminium qui travaille notamment pour Renault (46% du chiffre d'affaire), avec une maîtrise assez rare de plusieurs process très différents. L'usine a déjà subi deux plans sociaux et trois redressements. La liquidation pourrait être prononcée par le tribunal de commerce de Montluçon le 21 février.

En 1996, il y avait encore 700 employéEs et l'usine produisait 8 000 tonnes par an. En janvier 2011, l'usine est reprise par le groupe DMI. À chacun des redressements, des emplois sont liquidés, et l'effectif est passé de 700 à 168 personnes en une quinzaine d'années. DMI est un groupe américain dont l'actionnaire principal a revendu ses parts à un autre groupe qui décide aujourd'hui de se séparer du site de Vaux, après en avoir organisé le pillage technologique. Renault, qui a senti le vent tourner depuis longtemps, a déjà

choisi de nouveaux fournisseurs, dont une vieille fonderie près de Leipzig. La grève a commencé le 21 janvier, les 168 salariéEs sont en grève. La revendication principale est le maintien de l'activité, la pérennité de la boîte et des emplois, même si certains évoquent un prime de départ de 50 000 euros. Le repreneur potentiel ne s'engagea que si Renault donne des assurances sur sa part de commandes et seuls 95 emplois seraient conservés... Le piquet de grève est tenu sur les mêmes horaires que ceux de la production.

Aucune réponse pour l'instant

Les salariéEs sont motivéEs mais se sentent très seulEs. Au vu du peu d'intérêt suscité, ils ont décidé de menacer de faire sauter la turne. France 2, M6, Paris Match, BFM TV, etc. se sont alors bousculés pour voir de près les bonbonnes de gaz... Ainsi, cette journaliste de Paris Match qui voulait voir un four dans lequel « on peut voir du rouge »... sauf que c'est la fonte ou l'acier en fusion qui est rouge et non l'aluminium. Dommage pour « le choc des photos » ! Le 15 février, trois salariéEs, leur avocat et leur expert économique ont été reçus



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JÉRÔME

à Bercy par un sous-fifre de Montebourg. Ils n'ont reçu aucune réponse à leurs demandes (sanctions à l'encontre de DMI et pressions sur Renault). Tout juste l'engagement d'un accompagnement des salariéEs après la fermeture

(soutien psychologique, aide à la création d'entreprise, etc.). La mobilisation continue, avec un passage média important ce dimanche 24 février dans l'émission « 66 minutes » de M6.

Correspondants

Les comités en action !



campagne emploi

Marseille: Le NPA 13 présente ses vœux

Mardi 29 janvier au soir, le froid un peu vif des derniers jours avait cédé la place à une tiédeur presque printanière. Le NPA 13 a donc décidé de présenter ses vœux dans la rue. Chose un peu inattendue, nos camarades ont d'abord déposé de beaux paquets cadeau devant le Palais de la Bourse. Les grilles de celui-ci étaient joliment décorées d'affiches anticapitalistes contre les licenciements, pour le partage des richesses, contre l'austérité de droite ou «de gauche», pour construire une opposition de gauche au gouvernement. Comme l'affirmait une banderole: «Pour les riches, avec Sarko, c'était tous les jours Noël. Avec Hollande, c'est le contraire: c'est Noël tous les jours!».

Marthe, une jeune camarade, a détaillé les cadeaux offerts par ce gouvernement à destination des patrons et actionnaires: crédit d'impôt, exonération fiscales, baisse de cotisations, facilités de licenciement, hausse des profits, hausse des revenus des dirigeants du CAC40, intervention au Mali pour préserver les profits d'Areva... Entre chaque dépôt de cadeau, des acteurs de luttes locales sont venus s'exprimer: Dominique des Fralib en lutte depuis plus de 800 jours contre la fermeture de leur usine; Edouard des Grands Moulins Maurel, menacés de fermeture en fin d'année et qui refusent le PSE; Françoise, agent territoriale des écoles ayant mené une longue lutte à l'automne dernier; Marie enseignante en lutte contre les mesures gouvernementales...

Pour finir, Jean-Marie, agent territorial, détaillait les cadeaux faits aux salariéEs, retraitéEs et chômeurEs: hausse de la TVA, 5 euros de plus pour le smic, licenciements en cascade, chantage «salaire/maintien de l'emploi». Il a dénoncé les syndicats qui, en cette période de soldes, bradaient nos droits et acquis en signant avec le Medef, un accord crapuleux.

Cadeaux... et faux billets

Tout au long de la «cérémonie», la quarantaine de militants et sympathisants diffusait aux passants des billets de 5 euros à l'effigie de Hollande et Ayraut, symbolisant la hausse du smic, «cadeau» du gouvernement aux salariéEs. De nombreux passants s'arrêtaient pour écouter les interventions, lire les affiches placardées sur le grilles ou signer la pétition des salariéEs des Moulins, contre la fermeture de leur usine.

Ces «vœux anticapitalistes» ont été l'occasion de rappeler l'appel lancé par le NPA à l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire pour une marche nationale des licenciés, la convergence des luttes, et à construire une véritable opposition de gauche à ce gouvernement. Un regret toutefois: alors que l'invitation avait été envoyée à toute la presse, seule la journaliste de *la Marseillaise* s'était déplacée pour rendre compte de l'initiative dans un bon article le lendemain. Une bonne résolution en ce début d'année: le NPA 13 est bien décidé à reprendre la rue aussi souvent que possible pour dénoncer la politique au service exclusif de la finance.

JM. Battini



DR

Poitiers: mobilisation pour sauver le Théâtre

Environ 300 personnes se sont rassemblés samedi 16 février à Poitiers pour dire non à la privatisation de l'ancien Théâtre et pour signer une pétition refusant celle-ci. Alors que le maire (PS) avait annoncé une concertation sur le devenir de ce lieu, il a décidé de le vendre... pour y implanter des commerces! C'est donc bien le choix du commerce plutôt que de la culture, le choix du privé plutôt que du public qui est fait.

Une réunion publique se tiendra au mois de mars et la remise de la pétition se fera en main propre au maire lors du conseil municipal du 25 mars qui verra les éluEs se prononcer sur le budget. Ce jour-là, un nouveau rassemblement permettra de montrer la détermination des Poitevins à sauver le service public. La mobilisation contre la vente du théâtre continue. Le théâtre est à nous, c'est à nous de décider de son devenir!

Correspondant



DR

Interdire les licenciements, maintenant!



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Au-delà des annonces régulières sur une prochaine stabilisation du chômage, force est de constater que la réalité est tout autre. Les statistiques provisoires de l'INSEE pour 2012 sont sans appel: au quatrième trimestre, l'économie française a continué à détruire 28 100 emplois, soit 66 800 pour l'année avec notamment une perte de 13 800 postes dans l'intérim.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

Aujourd'hui, il y a près de 9 millions de chômeurs en France, un taux dépassant les 30% (cf. article «Chômage invisible» dans *Tout est à nous* n°179). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 8,8%, avec 9,2% pour les moins de 25 ans, 15,2% pour les plus de 50 ans. Enfin, le nombre de chômeurs en fin de droits a explosé en 2012: en décembre, 98 000 personnes sont arrivées au bout de leurs droits contre 90 000 en 2011. Derrière tous ces chiffres, ce sont des détresses sociales menant au pire comme à Nantes. Pendant que les mobilisations les plus en vue comme PSA, Arcelor ou Goodyear alimentent les débats sur la riposte à construire pour empêcher ce désastre, le plus gros des suppressions d'emplois se fait dans le silence, l'indifférence.

Lutter, oui mais comment?

Longtemps le mot d'ordre d'interdiction des licenciements ne fut mis en avant que par les organisations d'extrême gauche. La question redevient d'actualité à chaque montée des luttes contre les licenciements et les fermetures de sites. Ainsi, ce mot d'ordre était en tête des mobilisations en 2001, lors des luttes autour des LU-Danone, Marks Spencer et AOM. Il y bien des appréciations différentes sur les tactiques de lutte dans mobilisations en cours. Mais également plus que des nuances entre les revendications qui émergent dans ces batailles. Au fil des années et des «plans sociaux», beaucoup de salariéEs et d'organisations syndicales limitent leurs revendications au chèque qui accompagne les licenciements. Les luttes contre les fermetures d'usine paraissent souvent perdues d'avance, ce qui permet à certains syndicats de justifier leurs reculades. Ainsi les syndicats signataires de

dans lesquelles les luttes de salariéEs ne sont qu'un phénomène social, sans rapport à la politique, un champ séparé réservé aux organisations syndicales.

Dans la même philosophie que la «sécurité sociale professionnelle» ou le «nouveau statut du travail salarié», chers à la CGT, au Parti de gauche ou au PCF, les mobilisations sur ces thèmes sont conçues comme des points d'appui à des campagnes électorales ou d'éventuelles propositions parlementaires. Un partage des tâches qui cache plus ou moins bien le refus de remettre en cause le système.

La question des pouvoirs

Pour nous, il s'agit de questions doublement politiques. D'une part est combattue la mise en cause du tout puissant pouvoir patronal de disposer de notre travail, des productions et des façons de produire. D'autre part, est posée la question du pouvoir politique à même de procéder à de telles incursions dans la propriété privée, la dictature du capital.

Ces questions se retrouvent dans les débats autour des mots d'ordre de nationalisation, d'expropriation qui posent de la même façon la question de la place des luttes et du gouvernement ou du pouvoir qui prendrait de telles mesures. L'interdiction des licenciements, la réduction du temps de travail et le partage de celui-ci entre toutes les mains disponibles sont, au même titre que l'expropriation des propriétaires des moyens de production, des questions politiques, aux implications immédiates.

Robert Pelletier

l'ANI entérinent et cautionnent des reculs sociaux, au nom d'une prétendue défense des intérêts des salariéEs... qui n'est en fait que celle du patronat.

Partage des tâches?

Dans le même temps, la revendication de l'interdiction des licenciements boursiers, dans les entreprises ou des groupes qui font des bénéfices, ont d'abord le défaut «d'oublier» la plus grande masse des licenciements qu'ils soient individuels ou dans les TPE, PME ou PMI. Mais surtout, ils s'inscrivent le plus souvent dans des stratégies politiques

Contretemps n° 16, revue de critique communiste, est paru

4^e trimestre 2012, 160 pages, 12 euros

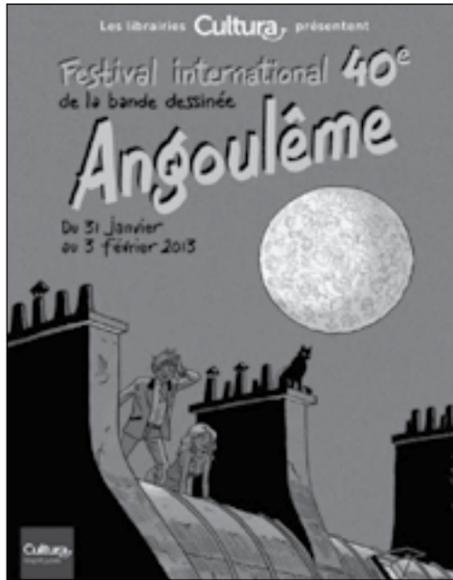
Le nouveau numéro de la revue *Contretemps*, fondée par D. Bensaïd, est paru. Trois articles d'actualité ouvrent ce numéro, dont un article important de J.C. Vessillier sur l'industrie automobile. Suit un entretien réalisé par F. Gaudichaud avec Alberto Acosta, candidat à l'élection présidentielle en Équateur au titre d'une coalition représentant une opposition de gauche au gouvernement de Rafael Correa. Figure également au programme de ce numéro un article stimulant de M. Löwy, qui discute les travaux de l'historien marxiste Eric Hobsbawm sur les révoltes paysannes, l'anarchisme et les mouvements millénaristes. On lira également avec attention l'article de P. Massa, trouvant chez Marx les éléments d'une critique de l'idéologie méritocratique, si pernicieuse dans sa capacité à justifier les rapports d'exploitation et de domination. Enfin, outre une rubrique Culture étoffée, *Contretemps* republie un entretien passionnant de 1989 entre D. Bensaïd et A. Artous, autour du livre que le premier avait consacré à la Révolution française (*Moi, la révolution*).



BANDE DESSINÉE

40^e festival d'Angoulême

Avec notamment un hommage à Uderzo (le créateur d'Astérix) et au pape du manga japonais Leiji Matsumoto (père notamment de Capitaine Albator et de Galaxy Express 999), tous deux octogénaires, le festival d'Angoulême n'a pas raté son succès populaire et c'est tant mieux.



Le choc de la BD Coréenne

La vraie découverte de ce festival fut le choc de la jeune BD coréenne, le manhwa. Une BD qui

n'hésite pas à revenir sur la sinistre occupation japonaise comme sur les années de dictature des années 60-80 et les luttes ouvrières qui en vinrent à bout. Cette nouvelle BD n'hésite pas aussi à aller à rebrousse-poil de l'histoire officielle sur la division du pays.

Les albums les plus récents mettent en scène des étudiants ou familles en butte à la spéculation immobilière. Tous ces auteurs révèlent une tradition graphique et narrative originale, constituée de longue date autour d'une identité culturelle très affirmée. La BD coréenne est riche de nombreuses personnalités artistiques et nous n'en citerons ici que quelques-uns présents à Angoulême : Lee Doo-ho, Kim Dong-hwa ou Park Kun-woong.

Adieu J.C. Denis

Jean-Claude Denis, président de cette 40^e édition, livra une exposition toute en délicatesse à l'hôtel Saint-Simon. Les fans purent découvrir des planches originales de Luc Leroi, son héros de série mais surtout ses albums les plus autobiographiques baignés par la lumière éclatante de l'estuaire de la Gironde comme « Quelques mois à l'Amélie » (côté Gironde avec incursion à Royan en hiver) ou « Tous à Matha » (côté Charente).

Bienvenu Willem

Le dessinateur Willem sera donc le président du 41^e festival. Nous aurons le temps d'y revenir mais son dessin dans le journal *Libération* spécial Angoulême faisait dire à un des parents d'un couple homosexuel à leur petite fille « Si tu n'es pas sage, j'appelle Frigide Barjot... » Un bon départ !

Sylvain Cachi



Expositions

HEY! MODERN ART & POP CULTURE PART II

Halle Saint-Pierre, Paris 18^e, jusqu'au 23 août

LINDER FEMME/OBJET

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 21 avril



Apriori, ces deux expositions n'ont rien à voir : la première tentant de créer un « choc visuel » à partir de 300 œuvres dites libres et en marge, la seconde présentant une rétrospective de toute l'œuvre de Linder, artiste britannique née en 1956. Pourtant, toutes deux mettent en évidence la difficulté pour l'art d'être crédible quand il se veut marginal de façon systématique et de conserver la vigueur de son message, quand là aussi il est érigé en système.

L'exposition de la Halle Saint-Pierre, « fabriquée » par Anne Et Julien – créateurs de la revue *HEY* – est un produit à usage d'un public naïf qui pourrait croire que provocation égale art – tout le monde n'est pas Marcel Duchamp – et qu'il suffit de se couvrir le visage de piercing pour être Orlan. Massacre de têtes humaines, monstres en plastique rouge, faux art brut, tatouages, iconographies religieuses morbides et kitsch... Vive la liberté et la créativité, à bas le trucage et le produit marketé pour gogos.

Beaucoup plus authentique, l'exposition de l'ARC doit être resituée dans son contexte, celui des années 70 et 80 où Linder, à partir de photos et de collages, a voulu montrer en la systématisant la réification de la femme et de son image. Cette œuvre a eu son heure de gloire, mais malheureusement ce travail semble aujourd'hui totalement dépassé et démodé, alors que son sujet est plus que jamais d'actualité. L'artiste répondant aux journalistes fait presque pitié tant son travail serait aujourd'hui indéfendable dans sa forme – des séries sans fin de femmes nues au sexe recouvert de découpages de fleurs qui n'ont plus aucun impact – et les cris que poussait Linder dans ses concerts sont des miaulements comparés à ce que l'on a entendu depuis.

Catherine Segala

BANDE DESSINÉE

CÉZEMBRE, Malfin, coll. Aire libre, Dupuis, 72 pages, 16,50 euros
L'île de Cézembre est un petit bout de terre situé en baie de Saint-Malo, sur lequel plus de 350 militaires allemands et italiens se sont trouvés pris au piège par l'avancée des troupes américaines suite au débarquement de Normandie. Jusqu'à leur reddition début septembre 1944, ils ont été pilonnés sans relâche par l'artillerie alliée. Malfin utilise ces éléments comme décor des aventures de jeunes idéalistes au moment de la libération de Saint-Malo. La désagrégation du pouvoir nazi libère les énergies, mais en ces temps de chaos, la moindre imprudence peut coûter la vie. L'auteur entremêle tous les ingrédients des récits de cette période : double-jeu, trahisons, héroïsme, vieilles rancœurs... Et clôt son premier album au tout début du siège de Cézembre, alors que Saint-Malo vient d'être libéré. Voilà qui promet un second volume particulièrement dramatique.

Henri Clément



EXPOSITION

« VIES D'EXIL 1954-1962. DES ALGÉRIENS EN FRANCE PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE », Cité de l'histoire de l'immigration Paris 12^e, jusqu'au 19 mai
Cinquante ans après la fin de la guerre d'Algérie, une plongée dans le quotidien des travailleurs algériens. Pendant cette période, l'immigration s'accéléra, la population algérienne passant de 220 000 à 350 000 personnes. Il ne s'agit plus exclusivement d'une immigration masculine, les familles rejoignent peu à peu leurs proches. Une riche sélection d'objets, d'œuvres d'art, de documents, de photographies, de documents d'origine policière, tracts, extraits de film... L'exposition aborde les diverses réalités de vie des migrants algériens : travail, école, logement, loisirs... Elle montre les répercussions de la guerre d'indépendance : la surveillance policière, la répression, notamment celle de la manifestation du 17 octobre 1961, la solidarité des réseaux d'aide au FLN. Les conflits entre FLN et MNA ne sont pas éludés. Enfin, des œuvres d'art produites par des peintres algériens et divers artistes, en solidarité avec la lutte d'indépendance constituent un aspect intéressant de cette exposition.

Henri Wilno



MUSIQUE

« THE ANGRY CATS »

The Angry Cats (Niqstang)
Depuis les premières saillies d'Eddie Cochran et de Carl Perkins, le rockabilly, cette forme brutale et séminale du rock'n'roll, versant blanc et « white trash » (dans la continuité du hillbilly, interprétation prolo de la country), a continué à hanter de manière récurrente les couloirs de la musique populaire. Régulièrement des groupes reviennent donc jouer aux fantômes à rouflaquettes, banane gominée et chemise noire satinée, souvent en provenance de la perdue Albion (qui se souvient de Crazy Cavan, héros des Teddy boys et autres rockeurs anti-mods). Les Stray Cats, puis débarquèrent les « psychos » dans le sillage des Meteors qui y injectèrent le métal urbain du punk. Aujourd'hui, les Angry Cats s'inscrivent dans cette veine du « make it new » (faire du neuf avec de vieux) et sortent leur premier ep (CD 4 titres), avec exclusivement des compos persos. Emmené par Fred Alpi, habituellement plus connu pour sa folk militante, le combo délivre une prestation carrée et enflammée des plus convaincantes.

King Martov



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<table border="0"> <tr> <td>Hebdo</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>14 € par trimestre</td> <td>Hebdo + Mensuel</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>25 € par trimestre</td> </tr> <tr> <td>Jeunes/chômeurs précaires</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>10 € par trimestre</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>19 € par trimestre</td> </tr> </table>	Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre	Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT : _____ CODE GUICHET : _____</p> <p>N° DE COMPTE : _____</p> <p>CLÉ RIB : _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p>
Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre								
Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre								

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Mail : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/>	6 mois	28 €	<input type="checkbox"/>	1 an	56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois	22 €	<input type="checkbox"/>	1 an	44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois	50 €	<input type="checkbox"/>	1 an	100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/>	6 mois	20 €	<input type="checkbox"/>	1 an	40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois	38 €	<input type="checkbox"/>	1 an	76 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

26 %

C'est d'après le sondage de l'Ifop rendu public lundi 18 février le pourcentage de Français qui pensent que l'économie de marché et le capitalisme fonctionnent mal et qu'il faut les abandonner. Plus que les 20% qui pensent que c'est un système qui fonctionne plutôt bien et qu'il faut le conserver...

PÔLE EMPLOI VATICAN

Un poste à pourvoir!

Lundi 11 février, après s'en être entretenu avec Dieu lui-même, le PDG de la multinationale God and Cie Joseph Ratzinger, annonçait sa démission. Trop vieux, fatigué, inapte à honorer sa fonction, il réitérait ce qu'avait fait avant lui Célestin V en... 1294.

Quel scoop! Il n'en fallait pas plus pour mettre en ébullition les salles de rédaction. En France, qui comme chacun le sait est la fille aînée de l'Église, ce non-événement a pris des proportions invraisemblables, et nous avons eu droit à quantité d'éditions spéciales. Ainsi, le 13 heures de France Inter - service public - nous imposait 24 minutes de propagande lénifiante et de spéculations sur le bilan du pontificat et l'incertitude de la succession. Ultra conservateur, homophobe et misogyne, par nature et par fonction, Benoît XVI aura marqué son règne par des prises de position constantes en faveur des forces les plus obscurantistes. Fervent admirateur d'Escriva de Balaguer, le fondateur de l'Opus Dei, il ne ménagera pas ses efforts pour réintégrer dans le giron de la maison mère les adeptes intégristes se réclamant de Monseigneur Lefèvre. Il n'hésitera pas non plus à canoniser des prêtres franquistes, au moment même où l'État espagnol réhabilitait les combattants républicains, après 70 ans d'amnésie et de révisionnisme. Ceux qui aujourd'hui osent nous parler de modernité en évoquant la démission du pape, passent par pertes et profits les positions criminelles qu'il a pu prendre en matière d'avortement et de contraception. Comment pourrait-on oublier qu'il osa déclarer que le préservatif « augmente le problème » du sida (*no comment* de votre hebdo préféré la semaine dernière)? Comment oublier

l'ignoble excommunication d'une mère, accusée d'avoir aidé à avorter sa fillette de 9 ans victime d'un viol?

Les comptes en banque du Seigneur sont impénétrables...

Les raisons invoquées de la démission de Ratzinger paraissent d'une banalité mortelle. Pour autant, ce départ intervient dans un contexte extrêmement trouble, où le Vatican, et tout spécialement sa banque (l'Institut des œuvres religieuses) inspire les plus vifs soupçons aux experts financiers, avec ses 44000 comptes secrets brassant 6 milliards d'euros, un vrai paradis fiscal... En nommant à sa tête le 15 février son vieil ami (fabriquant de vedettes de guerre) Ernst Von Freyber, Benoît XVI tentait de mettre fin à la crise avant son départ. La succession de Benoît XVI ne nous concerne pas. Le prochain pape, qui ne sera pas une papesse, ne fera que perpétuer une institution sclérosée, anti-démocratique et éloignée de toute aspiration à l'émancipation. L'Église catholique, mais elle n'est pas la seule, restera un des piliers les plus sûrs de l'ordre patriarcal et capitaliste. Peut-être osera-t-on réformer à la marge les absurdités les plus criantes, comme le célibat des prêtres, ou ordonner des femmes? Qu'importe. «Un pape démissionne, un autre pape est appelé à régner. Araignée? Quel drôle de nom pour un pape. Pourquoi pas libellule... ou papillon.» (Jacques Prévert).

Alain Pojolat

UNIS CONTRE L'ANI!



PHOTOHÉQUE ROUGE / JMB

Le mardi 19 février a eu lieu devant l'hôtel Crillon à Paris une conférence de presse de la gauche sociale et politique pour lancer l'appel «Un ANI qui nous veut du mal». Olivier Besancenot y a pris la parole. Un meeting unitaire a lieu jeudi 28 février à 19h salle de la Bellevilloise (19 rue Boyer Paris 20°).

“ NO COMMENT ”

En Grèce, les sacrifices demandés à la population ont été plus douloureux qu'ailleurs. L'assainissement des finances publiques est nécessaire mais ne peut suffire (...) C'est pourquoi des mesures de soutien à la croissance sont indispensables. Je suis venu à Athènes pour dire la disponibilité de la France à y contribuer (...).

FRANÇOIS HOLLANDE LE "CYNIQUE",
À ATHÈNES LE MARDI 19 FÉVRIER.

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC), SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: Ross Harrold
Maquette: Ambre Bragard
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PRESSTALIS Un conflit dans l'impasse?

La mobilisation continue chez Presstalis, un conflit qui dure depuis six mois. Mais la direction joue la carte de l'enlèvement.

La presse française est en crise, le support papier cède lentement sa place aux nouvelles technologies et selon le député Michel François: «il faut en avoir conscience, d'ici une dizaine d'années, peut-être moins, la presse quotidienne papier sera distancée par la presse en ligne. L'hypothèse actuellement retenue de diminution de la vente au numéro pour les quatre prochaines années est de 25%... S'il est indiscutable que le chiffre des tirages papier, et donc des ventes, est en recul (entre 1 et 3% selon les titres par an depuis une quinzaine d'années), il n'en reste pas moins que le papier demeure pour le moment le seul vrai secteur rentable. Cette entrée dans la «nouvelle économie» est un élément de pression extrêmement fort. Mais c'est aussi un changement politique d'ampleur qui fait rentrer la presse dans l'ère libérale, là où l'ensemble du système de fabrication - mais surtout de distribution - reposait sur un partage des coûts!

Quand on veut se débarrasser de son chien, on l'accuse de la rage

Presstalis (ex-NMPP) est un fleuron en matière de logistique et un outil essentiel pour distribuer l'ensemble du papier imprimé sur tout le territoire national. Cependant, sa puissance est jugée aujourd'hui obsolète par les gros éditeurs de presse qui, par exemple, ne veulent plus de la gestion des invendus. Le système se libéralise et ce sont les gros logisticiens (Géodis), professionnels du transport de marchandises, qui devraient récupérer le travail des Presstalis. En ce qui concerne la presse nationale quotidienne, les patrons de presse proposent de conserver un centre à Paris et quelques antennes en province, pour assurer une distribution qui à terme ne devrait plus se faire que sur les seuls territoires dits rentables...

Cette «modernisation» laisserait sur le carreau plus de 1200 salariéEs de Presstalis alors que la charge de travail reste très importante. Au rythme des différents plans de départ qui se sont multipliés ces

dernières années, le nombre de salariéEs de Presstalis est passé de 6000 en 1994 à 2000 en 2012. Le dernier conflit dure depuis près de six mois, le patronat restant sourd aux évolutions proposées par le syndicat du Livre.

Pour l'emploi et la démocratie

Francis Morel, PDG des Échos et membre du syndicat patronal SPQN, ne cesse de marteler que ce plan est légitime et indispensable à la survie de la presse à l'ère du numérique, alors qu'il loue aussi la nécessité de la presse papier. «La qualité d'un journal, affirme-t-il sur LCP le 6 février dernier, c'est la qualité éditoriale de ces articles. Ça demande un grand nombre de journalistes (...) donc ça coûte cher. Il faut pour l'amortir à la fois avoir une édition papier et une édition internet.» La suprématie programmée de la presse numérique ne doit pas masquer la réalité d'une audience et d'une rentabilité prépondérante du format papier. Comment imagine-t-on un avenir pour la presse écrite si l'on ferme des kiosques et que



- FAUJOUR -

l'on démantèle le système de distribution? Cette recherche du profit est incompatible avec les exigences d'une presse démocratique. Comme l'ensemble des salariés victimes de plans sociaux, les Presstalis ont toute légitimité à se battre pour garder leur emploi et défendre leur raison d'existence. Cette attaque renferme également de

nombreux enjeux qui dépassent la question de la rentabilité de la diffusion de la presse. Car dans les faits, la charge de travail dans ce secteur existe, et la motivation réelle des patrons de presse reste le torpillage du syndicat du Livre, qu'il considère comme une menace et un anachronisme dans le cadre capitaliste.
Hannah H. et Erwan Bikou